

Tableau de bord économique de la Seine-Saint-Denis

Septembre 2012



Le Club Conjoncture 93 est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la DIRECCTE Ile-de-France, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Direction Départementale des Finances Publiques, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, le Pôle Emploi Seine-Saint-Denis, l'Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Équipement et de l'Aménagement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier d'indicateurs en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un Tableau de Bord Économique de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs aux ménages, aux entreprises, au tourisme et aux événements d'affaires, à l'emploi et à la construction et au marché de l'immobilier. Un Tableau de Bord Économique « en bref » en fait la synthèse.

Ces documents sont consultables sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis : www.seine-saint-denis.fr
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : www.ccip93.fr
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : www.cma93.fr
- Comité départemental du tourisme : www.tourisme93.com

SOMMAIRE GÉNÉRAL

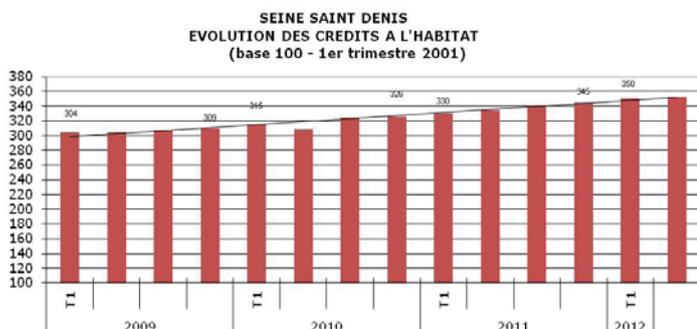
LES MÉNAGES	5
L'investissement des ménages - Crédits à l'habitat	6
La consommation des ménages - Crédits à la consommation	6
LES ENTREPRISES	7
Démographie des entreprises	8
Analyse des enregistrements au RCS en 2012	9
Le tissu économique artisanal de la Seine-Saint-Denis	10
L'artisanat en Seine-Saint-Denis	11
Évolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers	12
Focus sur les créations	13
Focus sur les radiations	14
Les caractéristiques du secteur artisanal	15
Effectif salarial	16
Le dispositif ZFU	17
Les principaux faits marquants du 1 ^{er} semestre 2012	18
Évolution et répartitions du nombre d'établissement en ZFU	19
LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS	20
Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis	21
Approche globale	22
Approche sectorielle	23
Approche géographique	24
LA TVA ET LES IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS	26
Évolution des recettes de TVA dans le département de la Seine-Saint-Denis	27
Chiffre d'affaire	27
La TVA brute totale	28
La TVA déductible sur immobilisations	29
La TVA nette à payer	30
Synthèse	31
Évolution des recettes d'impôt sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis	32
Évolution de l'encours des notaires de Seine-Saint-Denis	32
Crédit à l'équipement des entreprises	32
LES ENTREPRISES : L'INNOVATION	33
Résultats du 14 ^e appel à projet TUI	34

LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D'AFFAIRES	35
L'hôtellerie	36
Les principaux lieux touristiques	37
Le Musée de l'air et de l'espace	37
La Basilique de Saint-Denis	37
Le Stade de France	37
Paris Nord Villepinte	38
Paris Le Bourget	38
LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI	39
Le taux de chômage en Ile-de-France	40
Évolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Ile-de-France et de la France entière	40
Les demandes d'emploi en fin de mois et demandes d'emploi enregistrées	41
Les offres d'emploi enregistrées (OEE), satisfaites (OES)	41
Les offres en Seine-Saint-Denis	42
Offres d'emploi enregistrées et offres d'emploi satisfaites en Seine-Saint-Denis	42
OEF par NAF Seine-Saint-Denis en 2011-2012	43
Évolution des DEFM catégorie A, B, C sur 4 ans	43
Évolution des déclarations uniques d'embauche (DUE) en Seine-Saint-Denis	44
Nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis	45
Évolution trimestrielle des différentes composantes du RSA en Seine-Saint-Denis	45
Situation inter-départementale	45
Comparaison entre les départements franciliens	46
Nombre de personnes couvertes par le RSA en Ile-de-France	46
Évolution du nombre de salariés	47
Évolution des estimations trimestrielles des effectifs salariés	47
L'interim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité	48
Impact de la crise	48
Recours au chômage partiel	48
LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER	49
Volume de la construction des logements neufs	50
Construction des logements neufs par territoires	51
Logements locatifs sociaux	52
Marché des appartements neufs	53
Marché des appartements neufs par territoire	54
Volume de construction de locaux d'entreprises	55
NOTE MÉTHODOLOGIQUE	56
CONTACTS	60

LES MÉNAGES

- **La consommation des ménages**
Crédits à la consommation
- **L'investissement des ménages**
Crédits à l'habitat

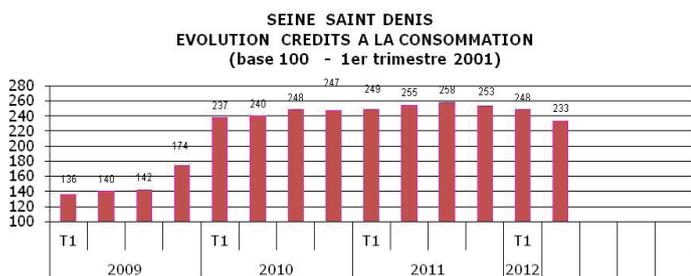
Évolution des crédits à l'habitat



La croissance mesurée, en glissement annuel, des crédits à l'habitat octroyés dans le département, s'est inscrite sur la période comprise entre le T1 2010 et le T4 2011, à un niveau élevé et stabilisé respectivement à 5.5 % et 5.8 %. La croissance observée en 2011 et déclinée en semestre demeure très homogène autour de 3.3 %.

Le premier semestre 2012 marque une inflexion de la croissance en retrait de 1.3 point par rapport au second semestre 2011.

Évolution des crédits à la consommation



En matière de crédits à la consommation, l'année 2010 a été marquée par une croissance forte autour de 5%. 2011 a suivi cette tendance en l'infléchissant quelque peu, 4.4% jusqu'au T3 2010 qui marque une inversion de la tendance

Le recul a perduré et s'est creusé entre le T4 2010 et le T2 2012 de respectivement 1.9%, 1.9% et 6%. Le niveau des crédits à la consommation au T2 2012 se trouve ainsi inférieur à ce qu'il était au T1 2010.

A noter toutefois que la centralisation mensuelle au niveau départemental à fin juillet 2012, ne traduit aucune évolution significative.

LES ENTREPRISES

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES

Analyse des enregistrements au RCS en 2012

			2008	2009	2010	2011	Sept. 2012
	A	PERS. PHYSIQUES	1 543	1 107	724	666	376
IMMATRICULATIONS	B	PERS. MORALES	7 931	7 634	7 936	8 717	4 691
	C	G.I.E.	9	13	6	14	5
	D	S.C.I.	1 243	1 141	1 393	1 425	702
TOTAL			10 726	9 895	10 059	10 822	5 782
MODIFICATIONS			17 434	17 183	16 867	18 671	9 802
RADIATIONS			7 698	7 566	8 874	7 603	5 710
COMPTES ANNUELS			20 324	20 787	21 364	21 582	13 108

Depuis la création du Tribunal en 1987, le nombre des immatriculations des sociétés a augmenté chaque année, à l'exception de l'année 2009 marquée par l'auto-entreprise.

L'exercice 2012 marque une rupture avec une diminution sensible des immatriculations, ce qui, compte-tenu des radiations, fait apparaître un solde positif de 72 entreprises contre 3 219 en 2011.

LE TISSU ÉCONOMIQUE ARTISANAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS

1^{er} semestre 2012

Deux critères définissent l'entreprise artisanale :

- La nature de son activité : l'entreprise doit exercer une activité professionnelle de production, de réparation, de transformation ou de prestation de services qui figure sur une liste établie par le décret d'avril 1998. Il y a quatre grandes catégories d'activités : l'alimentation, le bâtiment, la fabrication et les services.*
- Sa taille : l'entreprise doit employer moins de 10 salariés au moment de sa création. Le droit de suite lui permet, toutefois, de garder son rattachement au secteur des métiers au-delà du seuil de 10 salariés.*
- Toute entreprise de moins de 10 salariés dont l'activité relève du champ de l'artisanat doit être immatriculée au Répertoire des Métiers tenu par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.*

Contexte général

Après une nette amélioration en début d'année, le secteur artisanal régresse au second trimestre 2012.*

Le 1^{er} trimestre 2012 a vu les chiffres d'affaires de certains secteurs de l'artisanat retrouver la croissance, par exemple la coiffure + 1.3%, les activités de commerce alimentaire + 2.3 %, les entreprises de nettoyage + 2 %. Dans la catégorie du bâtiment, le chiffre d'affaires varie suivant les professions ainsi les activités de carrelage comme celles de terrassement sont en hausse de + 6 % tandis que la maçonnerie stagne et que les plombiers enregistrent une chute de leurs commandes de - 3 %. Selon l'INSEE, les artisans du bâtiment ont enregistré en juillet une baisse de leurs activités, cette tendance devrait se poursuivre sur le 3^e trimestre 2012.

En fin de 1^{er} semestre 2012, de façon générale la situation des Très Petites Entreprises reste incertaine, les trésoreries d'entreprises sont dégradées, l'investissement devrait ralentir. L'année 2012 s'annonce avec une croissance quasi nulle, le barème des dépenses de consommation des ménages, qui affectent plus particulièrement le secteur artisanal, est stable autour de + 0.2 %.

* Références : INSEE, UPA, CGPME, URSSAF, ISM, L'Observatoire de la Petite Entreprise, FIDUCIAL.

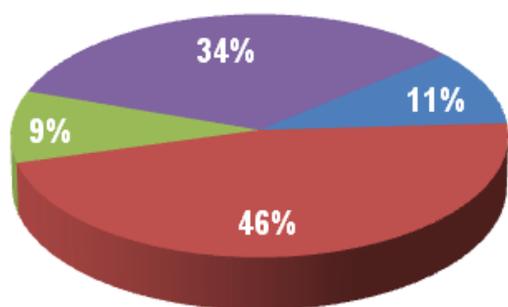
L'artisanat en Seine-Saint-Denis

Fin juin 2012, 23 532 entreprises sont inscrites au Répertoire des Métiers de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-Saint-Denis, selon quatre catégories ou secteurs professionnels:

- Alimentation : boulangers, pâtisseries, poissonniers, préparation de plats à emporter...
- Fabrication : bijoutiers, fabricants de meubles, imprimerie et arts graphiques, prothésistes dentaires, fabrication de vêtements...
- Bâtiment : maçons, plombiers, électriciens, serruriers...
- Services : taxis, coiffeurs, cordonniers, réparateurs de matériel électroménager et informatique, nettoyeurs de locaux, fleuristes, réparateurs d'automobiles et de cycles, teinturiers, blanchisseurs...

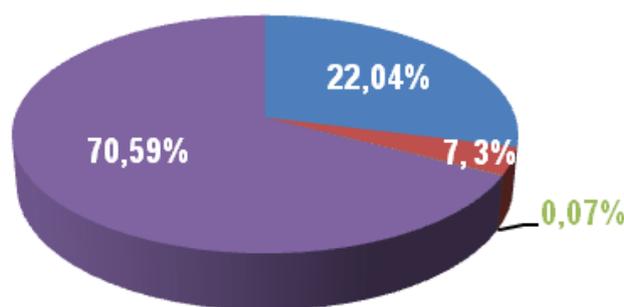
En un an, le nombre d'entreprises inscrites au RM a augmenté de 7 % (+ 1 553 entreprises sur 12 mois) et en 6 mois de 5 % (+ 1 192 entreprises par rapport à fin décembre 2011).

Répartition des entreprises par catégorie



- Alimentation
- Fabrication
- Bâtiment
- Services

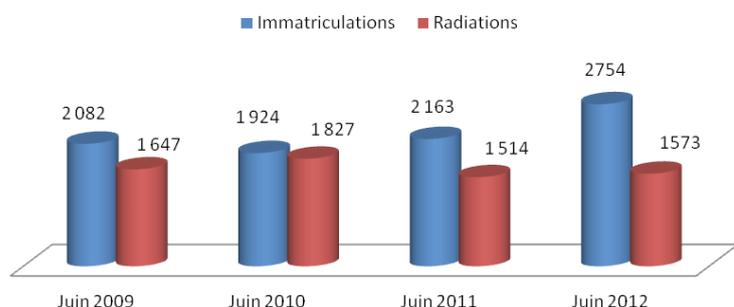
Répartition des entreprises par statut juridique



- Entreprises individuelles
- EIRL
- Auto-Entrepreneurs
- Sociétés

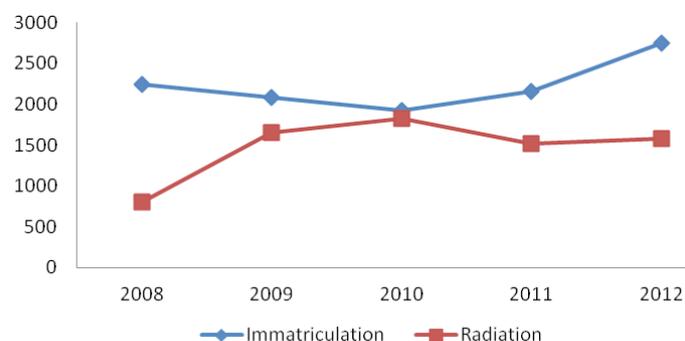
A noter, l'entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2011, du statut de l'Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée (EIRL) qui vise à dissocier le patrimoine professionnel du patrimoine personnel. Au 30 juin 2012, on compte en Seine-Saint-Denis 17 EIRL (12 dans le Bâtiment, 1 dans la Fabrication et 4 dans les Services).

Évolution des créations et radiations enregistrées par le Répertoire des Métiers



La création d'entreprises poursuit son développement, au 1^{er} semestre 2012, le Répertoire des Métiers a immatriculé 2 754 entreprises ce qui constitue une augmentation de 27,33 % par rapport au 1^{er} semestre 2011. Le secteur artisanal retrouve une croissance de ses effectifs par un équilibre de ses cessations d'activités et une nette augmentation des nouveaux artisans. Hormis les activités de Fabrication, tous les secteurs réalisent de fortes progressions, en particulier les activités liées à l'économie de proximité parmi lesquelles les professionnels du commerce de détail alimentaire.

Variation au 1^{er} semestre sur les 5 dernières années



Variation sur 12 mois des immatriculations par catégories professionnelles

	1 ^{er} sem. 2011	1 ^{er} sem. 2012	Ecart	%	Tendance
Alimentation	227	309	82	36,12%	↗↗
Bâtiment	1138	1510	372	32,69%	↗↗
Fabrication	172	168	-4	-2,33%	→
Services	626	767	141	22,52%	↗
Total	2163	2754	591	27,32%	↗

Immatriculations aux 1^{ers} semestres par statut

Statut juridique	1 S 2012		1 S 2011		1 S 2010	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Sociétés	1932	70 %	1357	63 %	1558	81 %
Entreprises individuelles	250	9 %	310	14 %	286	15 %
Auto-entrepreneurs	572	21 %	496	23%	80	4 %
Total des immatriculations	2754	100 %	2163	100 %	1924	100 %

Sur le 1^{er} semestre 2012, la conjoncture économique des entreprises artisanales du département est marquée par une reprise générale de l'activité ouvrant ainsi la voie à la création d'entreprise.

Le secteur de l'Alimentation a enregistré en 2011 une chute des créations d'entreprises ainsi qu'une progression des cessations d'activités. Au 1^{er} semestre 2012, cette tendance s'est inversée. Ce secteur dominé par les unités de préparation de plats à emporter peut être considéré comme l'un des indicateurs du pouvoir de consommation quotidienne des habitants du département. Il y a autant de boucheries et de boulangeries réunies que d'activités de restauration rapides autour de 800.

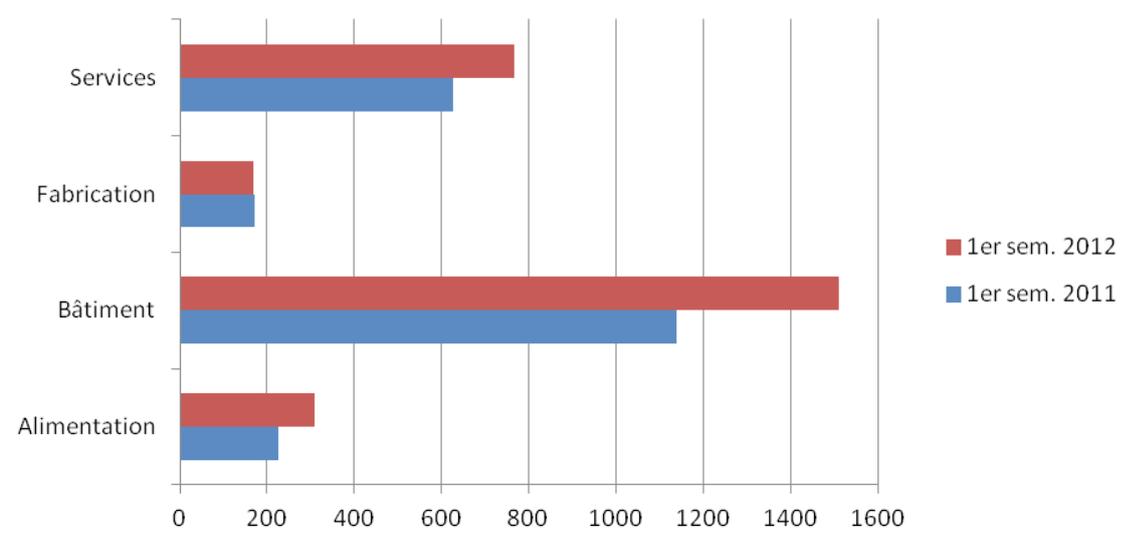
Le secteur du Bâtiment (+32,7%), est la catégorie professionnelle enregistrant traditionnellement le plus de créations

d'activités. Ces nouvelles entreprises ont un marché qui s'étend au delà du département et couvrent principalement la région parisienne. Avec sur le semestre, 1 500 créations pour près de 900 radiations, cette économie retrouve le chemin de la croissance. Les professionnels de ce secteur sont expérimentés, les 2/3 ont plus de 40 ans. Ils tirent la progression du volume des entreprises artisanales de la Seine-Saint-Denis. En effet 55% des créations relèvent de ces métiers. En première immatriculation, le statut juridique des sociétés ainsi que l'auto-entrepreneuriat remplacent celui de l'Entreprise Individuelle, cette évolution pourrait modifier favorablement le taux de pérennité des entreprises qui ne sont que 40% à avoir franchi le cap des 5 années.

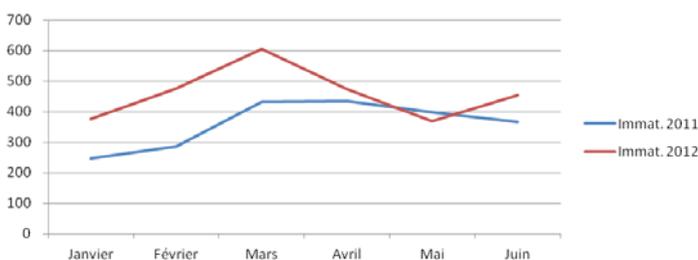
Le secteur de la Fabrication en repli depuis 2008 a connu un léger mieux fin 2011. Au premier trimestre 2012, il semble se stabiliser en maintenant son niveau de création annuel tandis que les radiations d'entreprises ont chuté de + 52% entre 2010 et 2012. Ce secteur est dominé par les entreprises du travail des métaux et de fabrication de textile.

L'activité des Services de l'artisanat enregistre une progression de + 20% des immatriculations et, en parallèle, une hausse des radiations d'entreprises. Les taxis représentent 38 % de ce secteur suivi à 18 % par la réparation automobile et des commerces de proximité de soins à la personne.

Immatriculations par catégories professionnelles

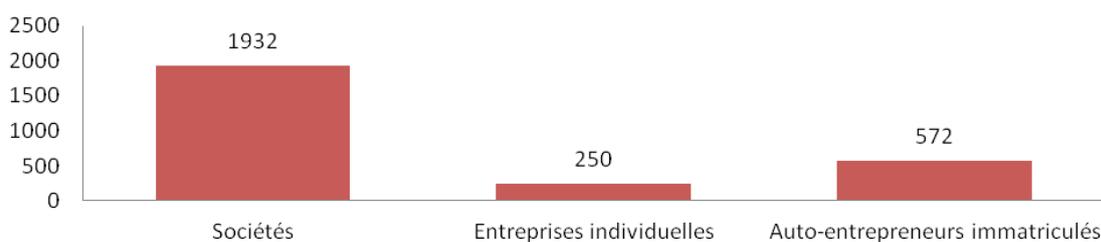


Focus sur les créations



Au 1^{er} semestre 2012, le Répertoire des Métiers a immatriculé 2 754 entreprises soit une augmentation de 27,32 % par rapport au 1^{er} semestre 2011.

Répartition des créations par statut au 1^{er} semestre 2012



Statuts juridiques	Créations 1 ^{er} sem. 2011	Créations 1 ^{er} sem. 2012	Comparatif	Comparatif %	Tendance
Sociétés	1357	1932 (70%)	575	42,37%	↗↗
Entreprises individuelles	310	250 (9%)	-60	-19,35%	↘
Auto-entrepreneurs	496	572 (21%)	76	15,32%	↗
Total des immatriculations	2163	2754	591	27,32%	↗↗

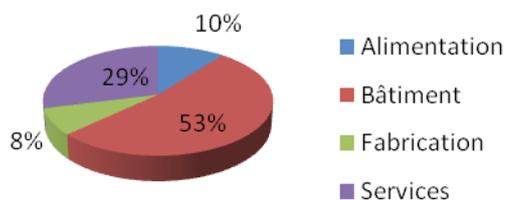
La création sous forme de sociétés (70%) repart à la hausse parmi le premier choix des créateurs d'entreprises. Depuis l'obligation, au 1^{er} avril 2010, de leur immatriculation, les auto-entrepreneurs n'ont cessé de s'implanter dans le secteur artisanal en particulier lors de la phase de lancement de leurs activités. L'une des conséquences immédiates est

le déclin du nombre d'entreprises Individuelles, moins de 10%. Parmi celles-ci l'Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée (17 créations depuis le début de l'année) demeure un phénomène marginal. Sur ce semestre, le secteur du Bâtiment semble répondre à une croissance économique des activités de second œuvre.

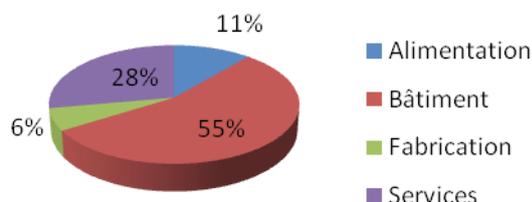
Répartition des créations par catégorie électorale

Répartition des immatriculations par catégorie électorale

Imm. 1er sem. 2011



Imm. 1er sem. 2012



Comparatif des immatriculations par secteur 1^{er} semestre 2011/1^{er} semestre 2012

SECTEURS	1 ^{er} sem. 2011	1 ^{er} sem. 2012	Écart	%	Tendance
Alimentation	227	309	82	36,12 %	↗↗
Bâtiment	1138	1510	372	32,69 %	↗↗
Fabrication	172	168	-4	-2,33 %	→
Services	626	767	141	22,52 %	↗
Total	2163	2754	591	27,32 %	↗

La répartition des immatriculations par catégorie électorale, révèle que la hausse des créations enregistrées au 1^{er} semestre 2012 par rapport au 1^{er} semestre 2011, provient essentiellement des créations d'entreprises dans le secteur du bâtiment. Pour rappel, en 2011 on avait enregistré une augmentation des immatriculations dans le secteur du bâtiment de 24,5 % par rapport à l'année 2010 alors qu'au 1^{er} semestre 2012 on constate une augmentation de

Comparatif des immatriculations par secteur 1^{er} semestre 2010/1^{er} semestre 2011

SECTEURS	1 ^{er} sem. 2010	1 ^{er} sem. 2011	Écart	%	Tendance
Alimentation	281	227	-54	-19,22 %	↘
Bâtiment	914	1138	224	24,51 %	↗
Fabrication	162	172	10	6,17 %	↗
Services	567	626	59	10,41 %	↗
Total	1924	2163	239	12,42 %	↗

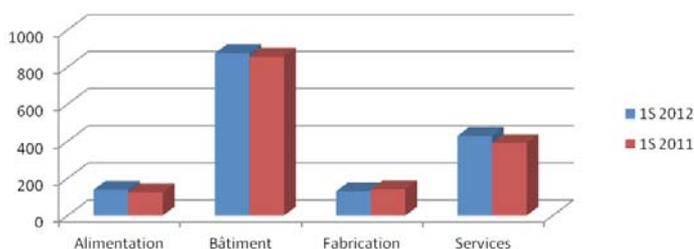
32,69 % par rapport au premier semestre 2011. Les activités relevant des catégories de l'Alimentation et des Services enregistrent également une belle progression, cependant ces secteurs professionnels sont marqués par un taux élevé de renouvellement. La création d'entreprises artisanales est le fait à 50 % de demandeurs d'emploi.

Focus sur les radiations

Alors que les radiations avaient augmenté de 64 % entre 2008 et 2009, pour décliner en 2009 (- 3,44 %) et s'affaïsser de 17,13 % au 1^{er} semestre 2011. Cette dernière tendance semble avoir atteint un seuil, entre 2011 et 2012 la différence de variation est assez faible pour se situer à 1 573 cessations d'activités enregistrées sur les six derniers mois.

Répartition des radiations par catégorie électorale

Comparatif des radiations au 1^{er} semestre 2011/2012

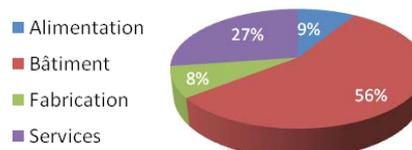


Comparatif 1^{er} semestre 2011/1^{er} semestre 2012

SECTEURS	1 ^{er} sem. 2011	1 ^{er} sem. 2012	Ecart	%
Alimentation	125	139	14	11,20 %
Bâtiment	857	874	17	1,98 %
Fabrication	141	131	-10	-7,09 %
Services	391	429	38	9,72 %
Total	1514	1573	59	3,90 %

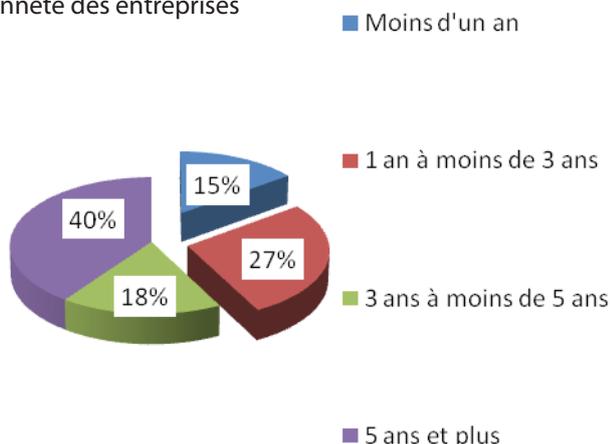
Les faibles écarts d'une année sur l'autre semblent indiquer que les cessations d'activités ont atteint un seuil minimum qui se retrouve dans chacune des catégories professionnelles.

Répartition des radiations par catégorie électorale 1^{er} semestre 2012



Les caractéristiques du secteur artisanal

Ancienneté des entreprises

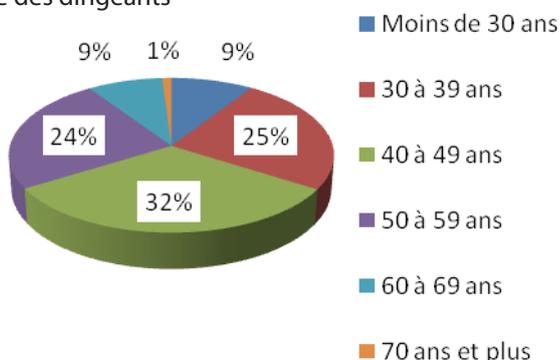


La santé du secteur artisanal se mesure à la longévité de ses entreprises. Les entreprises de moins de 3 années d'existence, sont passées de 45% en juin 2011 à 42% fin juin 2012, révélant ainsi une meilleure poursuite d'activités. Le secteur artisanal s'est densifié, en raison de la qualité des entreprises créées et de leur positionnement économique leur assurant une meilleure pérennité.

Sur les trois dernières années les entreprises de plus de 5 années d'existences sont passées de 24% de l'ensemble des secteurs de l'artisanat à 40%, bien que les radiations d'entreprises affichent des volumes élevés.

L'allongement de la pérennité des entreprises de moins de trois et de moins de 5 ans atteste que l'économie artisanale est en croissance

Age des dirigeants

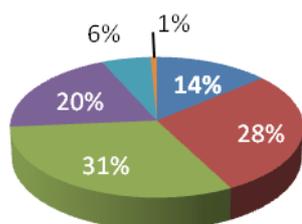


10% des dirigeants d'entreprises artisanales sont concernés par une préparation à la transmission de leurs entreprises.

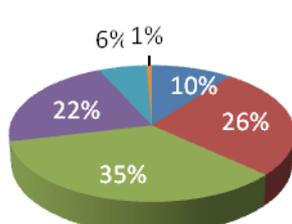
Ce sont en moyenne des activités installées depuis plusieurs années. Le secteur de la Fabrication est particulièrement touché par les tranches d'âges les plus élevées.

La cessation d'activité va également concerner des entreprises en fin de vie reposant sur le savoir-faire du chef d'entreprise (+70 ans) restant bien souvent seul en activité.

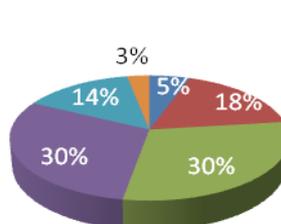
Alimentation



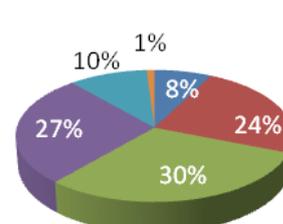
Bâtiment



Fabrication

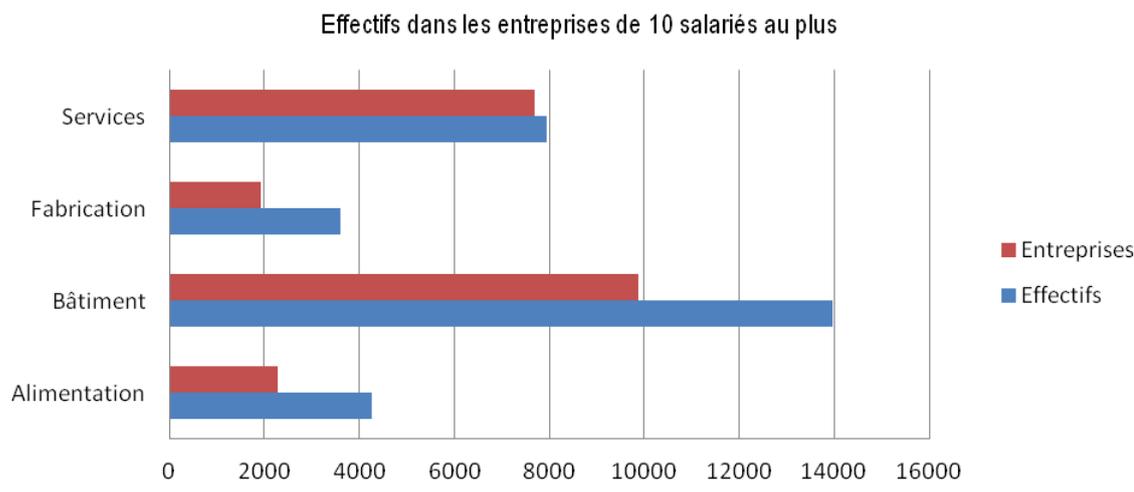


Services



Effectif salarial au 1^{er} janvier 2012*

Répartition des salariés par catégorie (entreprises ayant au maximum 10 salariés)



Répartition des entreprises et de l'effectif par catégories professionnelles

Au 31/12/2011	Entreprises	Effectifs	Nombre moyen de salariés par entreprise
Alimentation	2 291	4 256	1.86
Bâtiment	9 874	13 977	1.42
Fabrication	1 937	3 598	1.85
Services	7 704	7 935	1.03
Total	21 806	29 766	1.37

45 % des entreprises relèvent de la catégorie Bâtiment, elles représentent 47 % des emplois.

Les plus fortes progressions proviennent de l'Alimentation + 12.53 %, suivi par la Fabrication + 7.26%, les Services à 5.26 % et enfin le Bâtiment à + 3.57 %.

Les activités de l'Alimentation ont le taux d'emploi le plus élevé.

Le secteur artisanal représente près de 45 000 salariés en incluant les entreprises ayant un effectif supérieur à 10 salariés. Dans les entreprises ayant au maximum 10 salariés, qui

représentent 97 % du volume total du secteur artisanal, l'effectif salarial se situe près de 30 000 emplois auxquels s'ajoutent 2 000 apprentis.

Les entreprises se sont développées en 2011, le nombre de salariés des entreprises artisanales de moins de 10 collaborateurs a progressé de 5 %, sur l'ensemble des secteurs, 1 700 emplois supplémentaires ont été créés en 2011.

*Données URSSAF

LE DISPOSITIF ZFU

- *Cet indicateur est mis à jour au début de chaque année.*
- *Les ZFU de Seine-Saint-Denis confirment leur dynamisme économique : le nombre total d'établissements privés est de 6 902 en 2011, soit une progression de 7 % sur un an. Il est observé néanmoins une moindre croissance qu'en 2010 (+ 8 % en glissement annuel) et 2009 (+ 11 %).*
- *Les ZFU ayant le plus fortement concouru à cette croissance sont celles de la ZFU intercommunale et de Stains, avec en moyenne une hausse de 17 % du nombre de chefs d'entreprises implantés en ZFU. Néanmoins, Clichy-sous-Bois/ Montfermeil reste la ZFU comptant le plus grand nombre d'entreprises implantées, même si le taux de croissance est plus modéré.*

Les principaux faits marquants du 1^{er} semestre 2012 sont liés :

1 - A la prorogation du dispositif

Dans le cadre de la prorogation de trois ans (jusqu'au 31 décembre 2014) du dispositif des zones franches urbaines (ZFU) prévue par la loi de finances pour 2012 (article 157), une circulaire interministérielle du 18 juin dernier précise les modalités d'application de la prorogation de ce dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales applicable aux entreprises et aux associations et de la nouvelle clause d'embauche.

La loi de finances pour 2012 (article 157) prolonge de trois ans le délai pendant lequel les employeurs (entreprises ou associations) peuvent s'implanter en zone franche urbaine et bénéficier du dispositif initialement prévu par la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville. En outre, elle renforce la clause d'embauche pour les entreprises qui se créent ou s'implantent en ZFU à compter du 1^{er} janvier 2012. La présente circulaire précise les modalités d'application de la prorogation de ce dispositif et de la nouvelle clause d'embauche.

I. Prolongation de trois ans du dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales

La loi de finances pour 2012 prolonge de trois ans le dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales applicable aux employeurs qui se créent ou s'implantent dans une zone franche urbaine. Ainsi, peuvent prétendre au bénéfice de l'exonération prévue au I de l'article 12 de la loi du 14 novembre 1996 susvisée les entreprises qui se créent ou s'implantent dans une ZFU jusqu'au 31 décembre 2014 et les associations qui se créent ou s'implantent dans une ZFU avant le 1^{er} janvier 2015.

Cette prolongation du délai d'entrée dans le dispositif est sans conséquence sur la durée totale de l'exonération qui varie selon les effectifs de l'entreprise de huit à quatorze ans (à taux plein durant cinq ans, puis à taux dégressif durant trois ou neuf ans).

II. Renforcement de la clause d'embauche

Pour les entreprises qui se créent ou s'implantent dans une zone franche urbaine à compter du 1^{er} janvier 2012, lors de toute nouvelle embauche, le bénéfice de l'exonération de cotisations sociales est subordonné à la condition que la moitié des salariés embauchés ou employés dans les mêmes conditions résident en ZFU ou en ZUS.

Deux conditions alternatives sont ainsi exigées par la loi :

- Condition n° 1 : le nombre de salariés employés en CDI ou en CDD d'au moins 12 mois, dont l'horaire contractuel est au moins égal à une durée fixée par décret et résidant dans l'une des ZFU, ou dans l'une des ZUS de l'unité urbaine dans laquelle est située la ZFU est au moins égal à 50 % des salariés employés dans les mêmes conditions ;
- Condition n° 2 : le nombre de salariés embauchés depuis la date d'implantation sous CDI ou CDD d'au moins 12 mois, dont l'horaire contractuel est au moins égal à une durée fixée par décret et résidant dans l'une des ZFU ou dans l'une des ZUS de l'unité urbaine considérée est au moins égal à 50 % des salariés embauchés dans les mêmes conditions au cours de la même période.

La condition n° 1 porte sur les salariés « employés », c'est-à-dire ceux déjà présents dans l'entreprise à la date de la nouvelle embauche. La condition n° 2 porte sur les salariés « embauchés », c'est-à-dire ceux recrutés depuis la date de création ou d'implantation de l'entreprise en ZFU. Le respect de l'une des deux conditions est apprécié à la date d'effet de la nouvelle embauche, dès la deuxième embauche.

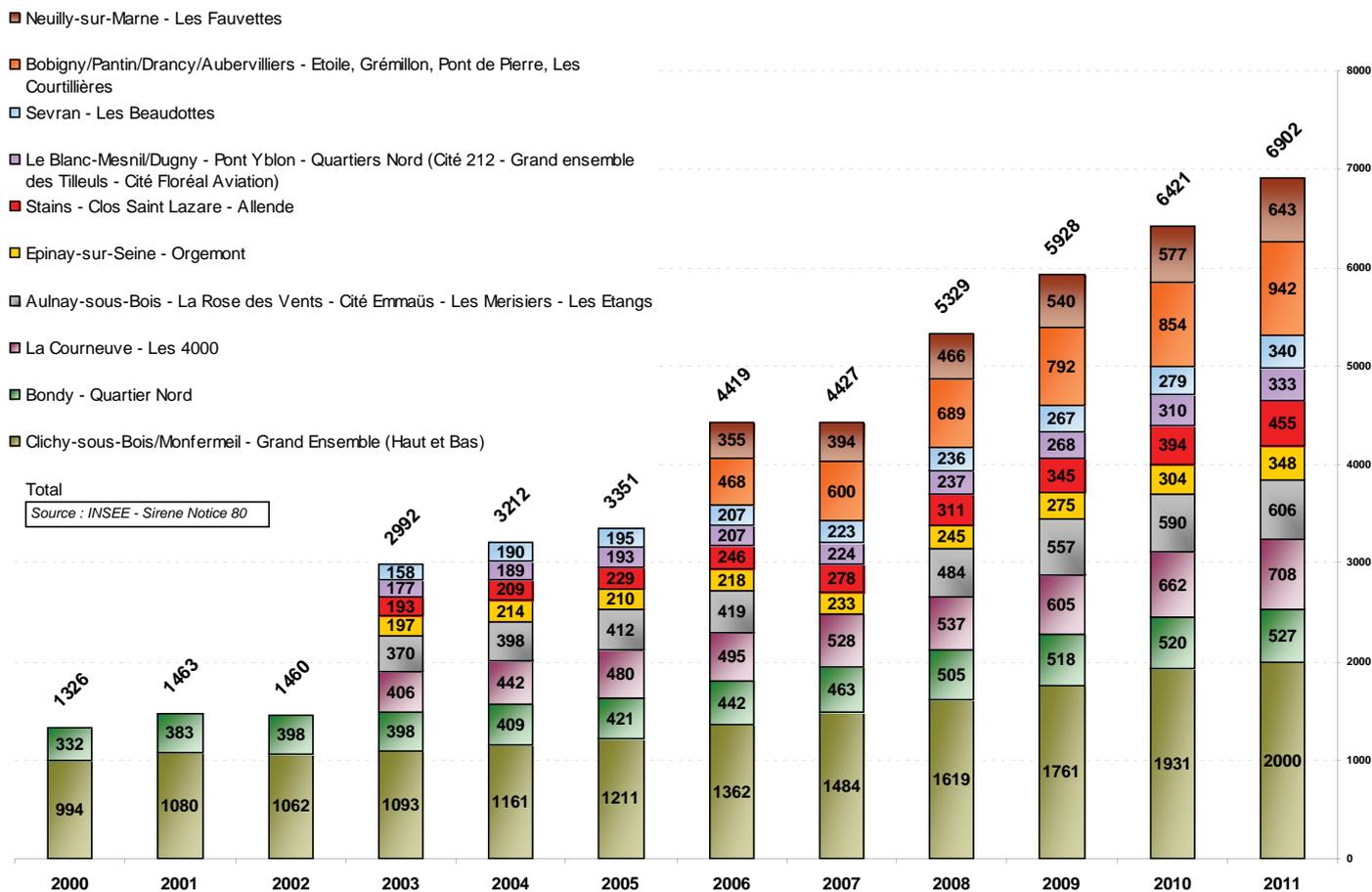
Pour la détermination de la qualité de résident en ZFU ou ZUS, les dispositions du décret du 17 juin 2004 et des circulaires du 30 juillet 2004 demeurent applicables. Ainsi, si la proportion de 50 % n'est pas respectée au terme d'un délai de trois mois à compter de la date d'effet de l'embauche, aucune exonération ne peut être accordée au titre des rémunérations versées jusqu'à la date d'effet des embauches nécessaires au respect de cette proportion

2 - Des installations immobilières

Au premier semestre 2012, plusieurs projets immobiliers ont été livrés en ZFU dont l'entreprise KLEKON implantée à Sevrans. A quelques minutes à pied du RER B, c'est un bâtiment de 1 500 m² sur 3 niveaux qui est sorti de terre. Spécialisée en économie d'énergie et développement durable, KLEKON occupe un niveau soit 500 m², les deux autres sont disponibles à la location.

Pas d'autres projets sur les autres ZFU.

Évolution et répartition du nombre d'établissement en ZFU



LA VIE DES ENTREPRISES EN SEINE-SAINT-DENIS

Situation au 30 juin 2012

- *Le commerce Extérieur*
- *L'activité des entreprises en Seine-Saint-Denis*
La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
L'impôt sur les sociétés (IS)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA SEINE-SAINT-DENIS

au 1^{er} semestre 2012

1. Approche globale

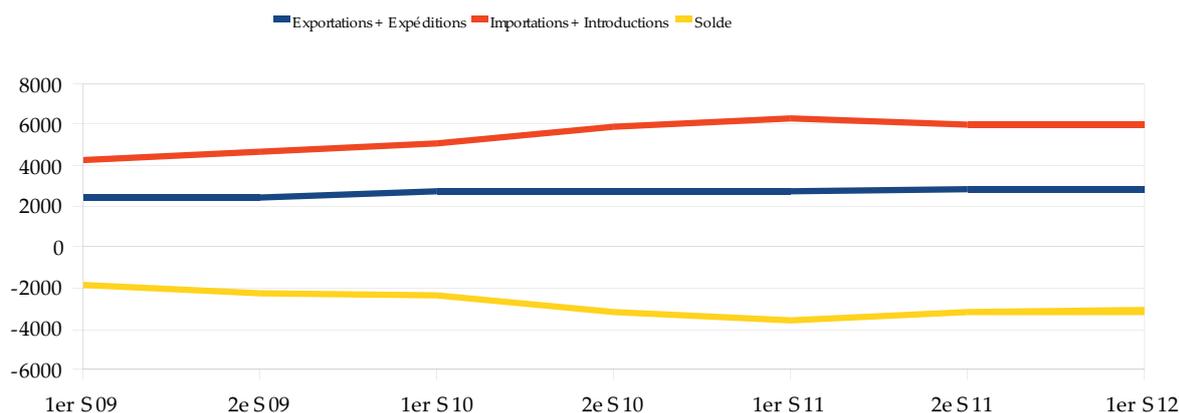
Le commerce extérieur

Le commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis affiche un déficit de plus de 3 milliards d'euros au premier semestre 2012. Après avoir augmenté de manière constante depuis le premier semestre 2009, ce déficit enregistre une légère baisse depuis 2011.

Évolution, en millions d'euros, du commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis

FLUX/PERIODE Dept 93	1er S 09	2e S 09	1er S 10	2e S 10	1er S 11	2e S 11	1er S 12	1er S 12 / 2e S 11
Exportations + Expéditions	2401	2390	2725	2709	2716	2812	2845	1,16%
Importations + Introductions	4284	4647	5116	5878	6280	6031	5976	-0,92%
Solde	-1883	-2256	-2391	-3169	-3564	-3219	-3131	-2,73%

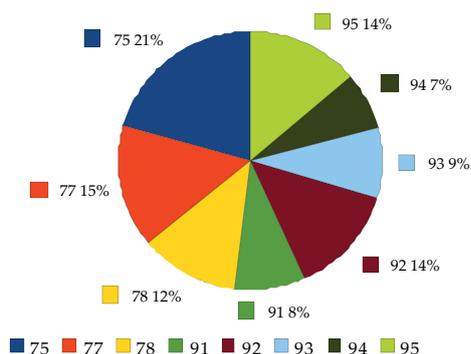
Évolution du commerce extérieur de la Seine-Saint-Denis du 1^{er} semestre 2009 au 1^{er} semestre 2012



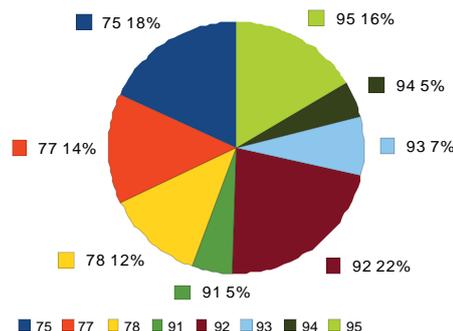
La position de la Seine-Saint-Denis est stable. Elle est au 6^e rang des exportateurs franciliens (7,4 % des exportations de la région île-de-France) et au 6^e rang des importateurs franciliens (9,4 % des importations de la région île-de-France).

Évolution en millions d'euros du commerce intra-communautaire de la Seine-Saint-Denis

Part des importations au sein de l'Île-de-France au 1^{er} semestre 2012



Part des exportations au sein de l'Île-de-France au 1^{er} semestre 2012



Le commerce intracommunautaire

Avec un solde de -2 milliards d'euros, le déficit du commerce intracommunautaire s'oriente à la baisse au premier semestre 2012 (+2,99 %) après un fléchissement au deuxième semestre 2011.

FLUX/PERIODE Dept 93	1er S 09	2e S 09	1er S 10	2e S 10	1er S 11	2e S 11	1er S 12	1er S 12 / 2e S 11
Expéditions	1227	1166	1388	1193	1233	1287	1261	-2,00%
Introductions	2074	2274	2696	3187	3652	3231	3263	1,00%
Solde	-847	-1108	-1308	-1993	-2420	-1944	-2002	2,99%

2. Approche sectorielle

Exportations dont UE

Le secteur des exportations de matériels de transport, premier secteur d'exportation de la Seine-Saint-Denis, connaît un nouveau développement depuis le deuxième semestre 2011 avec une hausse de plus de 7 % au premier semestre 2012, soit plus de 850 millions d'euros.

Les exportations de textiles deuxième secteur d'exportation, continuent leur progression, s'élevant à plus de 700 millions d'euros au premier semestre 2012.

Des augmentations notables et relativement constantes sont également constatées pour les exportations de produits manufacturés divers (+12 %), et les produits pharmaceutiques (+5%), se calquant sur la tendance nationale.

Après avoir connu une chute importante au deuxième semestre 2011, les exportations de produits de la métallurgie reprennent (+11,64%).

Les effets de la crise sont marqués s'agissant des exportations de machines (près de -11 %), dans le secteur des produits chimiques et cosmétiques (près de -11 %) et surtout dans le domaine de l'agro-alimentaire (plus de -20 %), traditionnellement un des principaux secteurs d'exportation.

Évolution par secteur d'activité et en millions d'euros des exportations (dont UE) en Seine-Saint-Denis

DEPT	EX 1er S 09	EX 2e S 09	EX 1er S 10	EX 2e S 10	EX 1er S 11	EX 2e S 11	EX 1er S 12	EX 1er S 12 / 2e S 11
93 Matériels de transport	705	798	1010	848	778	801	859	7,31%
93 Textiles, habillement, cuir et chaussures	653	531	544	593	640	704	723	2,75%
93 Produits informatiques, électroniques et optiques	156	166	180	189	167	204	197	-3,05%
93 Produits manufactures divers	106	94	105	122	113	155	174	12,01%
93 Machines industrielles et agricoles, machines diverses	166	159	165	187	189	177	158	-10,86%
93 Produits métallurgiques et métalliques	117	119	123	192	182	135	151	11,64%
93 Produits chimiques, parfums et cosmétiques	176	156	183	155	185	166	148	-10,93%
93 Equipements électriques et ménagers	107	113	119	128	136	124	124	0,49%
93 Produits pharmaceutiques	44	58	70	57	62	63	66	5,44%
93 Produits en caoutchouc et en plastique, produits minier	43	47	61	62	59	68	64	-5,81%
93 Déchets industriels et ménagers	41	57	76	57	75	56	62	10,62%
93 Produits des industries agroalimentaires (iaa)	28	28	29	38	43	43	34	-20,33%
93 Objets d'art, d'antiquité et de collection	23	17	18	26	24	21	29	40,93%
93 Produits de l'édition et de la communication	14	17	15	18	19	21	22	4,74%
93 Bois, papier et carton	12	10	12	26	19	16	16	-2,55%
93 Produits pétroliers raffinés et coke	5	18	12	8	25	56	16	-72,07%

Importations dont UE

Le secteur des matériels de transport reste le premier secteur d'importation, en augmentation quasiment constante depuis 2009, hormis une baisse au 2e semestre 2011. Cette baisse s'est vue en partie compensée au premier semestre 2012 avec des exportations s'élevant à plus d'1,3 milliard (+6,50 %).

Évolution par secteur d'activité et en millions d'euros des importations (dont UE) en Seine-Saint-Denis

DEPT		IM 1er S 09	IM 2e S 09	IM 1er S 10	IM 2e S 10	IM 1er S 11	IM 2e S 11	IM 1er S 12	IM 1er S 12 / 2e S 11
93	Materiels de transport	423	405	807	1282	1647	1268	1350	6,51%
93	Textiles, habillement, cuir et chaussures	789	802	771	896	923	985	898	-8,93%
93	Produits informatiques, électroniques et optiques	826	1048	1052	1110	983	1044	827	-20,78%
93	Produits pharmaceutiques	505	593	533	591	557	638	585	-8,34%
93	Machines industrielles et agricoles, machines diverses	392	352	377	415	469	404	449	10,90%
93	Produits chimiques, parfums et cosmétiques	322	353	378	342	292	350	424	21,02%
93	Equipements électriques et ménagers	187	215	272	281	308	300	309	3,07%
93	Produits manufactures divers	226	246	268	277	286	243	288	18,90%
93	Produits en caoutchouc et en plastique, produits minier	163	156	193	192	247	218	231	5,98%
93	Produits des industries agroalimentaires (iaa)	122	127	114	151	202	215	213	-0,93%
93	Produits métallurgiques et métalliques	152	139	171	170	192	185	208	12,03%
93	Bois, papier et carton	86	89	97	97	107	99	114	14,59%
93	Produits de l'édition et de la communication	60	72	44	48	36	39	38	-0,33%
93	Produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aq	19	15	18	17	22	22	26	20,12%

3. Approche géographique

Exportations dont UE

Les principaux pays destinataires des exportations réalisées par les opérateurs de Seine-Saint-Denis sont situés en Europe avec l'Italie en tête (278 millions d'euros).

En deuxième position, les exportations vers les Etats-Unis poursuivent la croissance entamée depuis 2009.

Les expéditions vers l'Allemagne, troisième pays d'exportation restent stables.

A noter la croissance importante des exportations vers la Chine, en hausse constante depuis 2010 (+25 % au premier semestre 2012), vers les Pays-Bas (+56 % au premier semestre 2012) et vers Singapour.

Palmarès par pays des exportations (dont UE), en millions d'euros

	DEPT	EX 1er S 09	EX 2e S 09	EX 1er S 10	EX 2e S 10	EX 1er S 11	EX 2e S 11	EX 1er S 12	EX 1er S 12 / 2e S 11
Italie	93	312	266	307	250	263	242	278	15,14%
Etats-unis	93	177	192	198	255	219	241	256	6,36%
Allemagne	93	219	212	197	195	211	219	227	3,77%
Suisse	93	117	132	163	152	140	180	185	2,48%
Belgique	93	225	138	173	177	181	160	183	13,80%
Royaume-uni	93	90	150	162	167	143	175	142	-18,71%
Espagne	93	149	181	181	112	152	154	134	-12,85%
Chine	93	51	44	63	74	86	99	124	25,02%
Japon	93	113	96	91	97	94	103	109	5,18%
Hong-kong	93	47	56	64	65	73	77	88	14,05%
Algerie	93	97	96	93	79	68	68	80	16,93%
Pays-bas	93	39	41	55	44	50	49	77	56,55%
Russie	93	35	43	41	98	94	61	55	-9,54%
Coree du sud	93	47	43	46	40	48	48	44	-8,26%
Singapour	93	17	18	25	24	29	33	40	23,20%

Le deuxième semestre 2012 est marqué par un ralentissement des exportations vers l'Europe qui reste toutefois, loin devant l'Asie, la première zone d'exportation.

Les exportations vers l'Asie connaissent une hausse sensible, notamment en raison du développement des échanges vers la Chine, Hong-Kong et Singapour.

En troisième position, les exportations vers le continent américain poursuivent leur développement de même que les exportations vers le proche et le Moyen-Orient.

Exportations par zone géographique, en millions d'euros

	DEPT	EX 1er S 09	EX 2e S 09	EX 1er S 10	EX 2e S 10	EX 1er S 11	EX 2e S 11	EX 1er S 12	EX 1er S 12 / 2e S 11
Europe	93	1455	1423	1670	1537	1555	1613	1581	-1,97%
Asie	93	352	346	378	409	446	477	522	9,50%
Amerique	93	229	259	282	356	326	333	351	5,43%
Afrique	93	264	265	276	293	260	259	254	-2,11%
Proche et moyen-orient	93	82	75	96	88	97	94	102	8,54%
Divers	93	19	23	22	27	32	36	34	-4,52%

Importations dont UE

La Chine reste le premier pays importateur de la Seine-Saint-Denis, avec 946 millions d'euros de valeur à l'importation au premier semestre 2012, en dépit d'un léger fléchissement (- 3,66 %).

En deuxième position, les introductions en provenance d'Espagne se maintiennent.

Après une chute au deuxième semestre 2011, les introductions d'Allemagne reprennent au premier semestre 2012 (+ 11,89 %).

On note enfin une hausse quasi constante des importations en provenance du Portugal, du Royaume-Uni et de la Turquie.

Palmarès par pays des importations dont UE en millions d'euros

	DEPT	IM 1er S 09	IM 2e S 09	IM 1er S 10	IM 2e S 10	IM 1er S 11	IM 2e S 11	IM 1er S 12	IM 1er S 12 / 2e S 11
Chine	93	684	745	800	976	911	982	946	-3,66%
Espagne	93	141	114	458	1005	1181	805	797	-1,03%
Allemagne	93	523	583	543	524	639	469	525	11,89%
Etats-unis	93	250	236	231	294	278	355	340	-4,19%
Italie	93	245	237	253	255	294	283	295	4,03%
Slovaquie	93	242	337	264	212	233	355	250	-29,49%
Portugal	93	54	60	56	57	82	214	243	13,75%
Pays-bas	93	132	146	158	163	191	197	201	2,10%
Royaume-uni	93	114	112	141	142	152	147	194	32,37%
Turquie	93	115	113	134	132	137	143	157	10,04%
Belgique	93	111	124	114	141	164	146	145	-0,46%
Hongrie	93	153	171	245	288	255	176	140	-20,49%
Republique tcheque	93	163	166	210	138	176	104	136	31,20%
Russie	93	45	76	88	97	81	157	115	-27,11%
Suisse	93	313	232	179	142	127	113	111	-1,20%

Les importations en provenance de la zone Europe, subissent un ralentissement depuis 2011 avec une stagnation sur l'année 2012.

Sont en baisse les importations en provenance de la quasi-totalité des zones géographiques, la baisse la plus sensible étant constatée pour les importations en provenance du Proche et Moyen-Orient (près de - 32 %).

Importations par zone géographique, en millions d'euros

ZONE	DEPT	IM 1er S 09	IM 2e S 09	IM 1er S 10	IM 2e S 10	IM 1er S 11	IM 2e S 11	IM 1er S 12	IM 1er S 12 / 2e S 11	
100	Europe	93	2562	2712	3118	3583	4017	3660	3664	0,12%
500	Asie	93	1073	1119	1180	1404	1394	1423	1351	-5,04%
600	Divers	93	266	444	427	406	416	401	449	12,06%
300	Amerique	93	292	279	296	385	352	456	430	-5,70%
200	Afrique	93	61	58	69	68	71	64	62	-2,62%
400	Proche et moyen-orient	93	31	35	25	32	29	27	19	-31,78%

LA TVA ET L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

Évolution des recettes de TVA dans le département de la Seine-Saint-Denis

L'analyse des données portée sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

1. LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Au titre du seul mois de juin 2012, les secteurs ayant généré le plus de chiffre d'affaires sont :

- Commerce, réparation automobile : 31,30 %
- Transport et entreposage : 17,70 %
- Industrie manufacturière : 15,60 %

Année	Chiffres d'affaires global	Évolution
2009	128 551 843 865 €	-9,28 %
2010	132 427 968 907 €	+ 3,02 %
2011	136 903 695 864 €	+ 3,38 %
1 ^{er} semestre 2011	69 385 806 461 €	+ 6,00 %
1 ^{er} semestre 2012	73 550 318 715 €	
Juin 2011	11 248 403 227 €	- 0,68 %
Juin 2012	11 171 745 994 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre) :

- Administration publique : 123,33 %
- Industries extractives : 46,72 %
- Enseignement : 39,32 %
- Hébergement et restauration : 39,26 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin, N-1 et N) :

- Industries extractives : 2 820,60 %
- Administration publique : 782,79 %
- Activités spécialisées et techniques : 27,81 %
- Arts spectacles et activités récréatives : 8,16 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre) :

- Activités spécialisées et techniques : - 46,67 %
- Production et distribution d'électricité et de gaz : - 34,19 %
- Activités financières et d'assurance : - 14,99 %
- Information et communication : - 8,93 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin, N-1 et N) :

- Production et distribution d'électricité et de gaz : - 30,96 %
- Production et distribution d'eau : - 25,03 %
- Hébergement et restauration : - 17,41 %
- Activités financières et d'assurance : - 16,59 %

Entre le 1^{er} trimestre et le 2^e trimestre 2012, le chiffre d'affaires global a diminué de 1,30 % ; et de 0,68 % si l'on compare le chiffre d'affaires global relevé au mois de juin 2011, et celui du mois de juin 2012.

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution du chiffre d'affaires global :

Entre le 1^{er} semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Chiffre d'affaires global	évolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2011	69 385 806 461 €	+ 6%
Cumul 1 ^{er} semestre 2012	73 550 318 715 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : 3823,73 %
- Administration publique : 58,12 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : 48,87 %
- Activités spécialisées et techniques : 47,06 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Divers : - 30,58 %
- Enseignement : - 27,66 %
- Production et distribution d'eau : - 15,31 %
- Activités financières et d'assurance : - 11,02 %

Entre le 2nd semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Chiffre d'affaires global	évolution
Cumul 2 nd semestre 2011	67 517 889 403 €	+ 8,93%
Cumul 2 nd semestre 2012	73 550 318 715 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : 3 722,79 %
- Administration publique : 98,97 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : 98,49 %
- Activités spécialisées et techniques : 55,31 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur chiffre d'affaires entre ces deux périodes sont :

- Commerce et réparation automobile : - 4,12 %
- Production et distribution d'eau : - 2,79 %

2. LA TVA BRUTE TOTALE

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France.

Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche et des prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

En montant de TVA brute, trois secteurs d'activités arrivent en tête pour le seul mois de juin 2012 :

- Commerce, réparation automobile : 37,60 %
- Industrie manufacturière : 14,80 %
- Activités spécialisées et techniques : 8,80 %

Année	Chiffres d'affaires global	Évolution
2009	17 275 178 551 €	- 9,94 %
2010	17 837 769 637 €	+ 3,26 %
2011	18 561 170 007 €	+ 4,06 %
1 ^{er} semestre 2011	9 544 481 764 €	+ 5,24 %
1 ^{er} semestre 2012	10 044 470 218 €	
Juin 2011	1 516 297 234 €	- 2,56 %
Juin 2012	1 477 417 302 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre) :

- Hébergement et restauration : 58,99 %
- Industries extractives : 46,73 %
- Enseignement : 40,86 %
- Autres activités de services : 40,60 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin, N-1 et N) :

- Industries extractives : 3079,27 %
- Activités spécialisées et techniques : 18,87 %
- Activités immobilières : 13,31 %
- Hébergement et restauration : 12,62 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre 2012) :

- Production et distribution d'électricité, de gaz : - 58,94 %
- Activités spécialisées et techniques : - 49,49 %
- Administration publique : - 15,01 %
- Activités financières et d'assurance : - 12,49 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin, N-1 et N) :

- Production et distribution d'eau : - 26,00 %
- Administration publique : - 24,23 %
- Arts, spectacles, activités récréatives : - 14,67 %
- Enseignement : - 13,50 %

Entre le 1^{er} trimestre et le 2^e trimestre 2012, la TVA brute collectée globale a diminué de 6,81% ; et de 2,56 % si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de juin 2011 et juin 2012.

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA brute collectée globale entre :

Entre le 1^{er} semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Montant de la TVA brute totale (total TVA collectée)	Évolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2011	9 544 481 764 €	+ 5,24 %
Cumul 1 ^{er} semestre 2012	10 044 470 218 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : 4 181,36 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : 128,98 %
- Activités spécialisées et techniques : 50,44 %
- Construction : 9,33 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Divers : - 29,45 %
- Enseignement : - 27,33 %
- Arts spectacles et activités récréatives : - 11,99 %
- Administration publique : - 11,43 %

Entre le 2nd semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Montant de la TVA brute totale (total TVA collectée)	Évolution
Cumul 2 nd semestre 2011	9 016 688 243 €	+ 11,40 %
Cumul 1 ^{er} semestre 2012	10 044 470 218 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : 4 329,43 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : 216,01 %
- Activités spécialisées et techniques : 56,91 %
- Autres activités de services : 38,68 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA brute collectée entre ces deux périodes sont :

- Transport et entreposage : - 7,52 %
- Production et distribution d'eau : - 3,53 %
- Commerce, réparation automobile : - 3,47 %

3. LA TVA DÉDUCTIBLE SUR IMMOBILISATIONS

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Les secteurs ayant effectué les déductions de TVA sur immobilisations les plus élevées sont, pour le seul mois de juin 2012 :

- Activités de services administratifs et de soutien : 41,40 %
- Activités financières et d'assurance : 26,10 %
- Commerce, réparation automobile : 5,60 %
- Industrie manufacturière : 5,00 %

Année	TVA déductible sur immobilisations	Évolution*
2009	1 110 608 262 €	- 7,89 %
2010	1 122 462 492 €	+ 1,07 %
2011	1 145 832 020 €	+ 2,08 %
1 ^{er} semestre 2011	579 799 605 €	+ 2,09 %
1 ^{er} semestre 2012	567 678 022 €	
Juin 2011	94 235 912 €	- 0,47 %
Juin 2012	93 701 235 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre) :

- Activités immobilières : 74,19 %
- Hébergement et restauration : 53,20 %
- Autres activités de services : 44,04 %
- Commerce, réparation automobile : 36,00 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin, N-1 et N) :

- Industries extractives : 319,36 %
- Activités immobilières : 76,40 %
- Arts spectacles et activités récréatives : 58,02 %
- Information et communication : 35,84 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre) :

- Production et distribution d'électricité, de gaz : - 98,51 %
- Santé humaine et action sociale : - 74,95 %
- Administration publique : - 56,78 %
- Production et distribution d'eau : - 46,54 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin, N-1 et N) :

- Production et distribution d'électricité : - 100,00 %
- Activités spécialisées et techniques : - 54,98 %
- Administration publique : - 50,29 %
- Autres activités de services : - 16,59 %

Les déductions globales de TVA sur immobilisations ont augmenté de 3,88 % entre le 1^{er} trimestre et le 2^e trimestre 2012. Toutefois si l'on compare les données relevées sur les seuls mois de juin 2011 et juin 2012, une baisse de 0.57 % peut être constatée.

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution des déductions globales de TVA sur immobilisations :

Entre le 1^{er} semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Montant de TVA déductible sur immobilisations	Évolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2011	579 799 605 €	- 2,09 %
Cumul 1 ^{er} semestre 2012	567 678 022 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Production et distribution d'électricité et de gaz : 987,98 %
- Arts spectacles et activités récréatives : 54,11 %
- Enseignement : 52,56 %
- Industrie manufacturière : 47,67 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : - 60,14 %
- Transport et entreposage : - 51,86 %
- Divers : - 32,90 %
- Activités spécialisées et techniques : - 34,75 %

Entre le 2nd semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Montant de TVA déductible sur immobilisations	Évolution
Cumul 2 nd semestre 2011	566 032 415 €	+ 0,29 %
Cumul 1 ^{er} semestre 2012	567 678 022 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Production et distribution d'électricité, de gaz : 708,67 %
- Enseignement : 62,01 %
- Arts spectacles et activités récréatives : 37,44 %
- Transport et entreposage : 34,99 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leurs déductions de TVA sur immobilisations entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : - 50,88 %
- Divers : - 29,80 %
- Commerce, réparation automobile : - 22,84 %
- Autres activités de services : - 22,71 %

4. LA TVA NETTE A PAYER

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises.

Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes.

NB : compte tenu du caractère résiduel de l'activité « agriculture, chasse, sylviculture » dans le département, les données concernant cette activité n'ont pas été prises en compte.

Quatre secteurs d'activité concourent plus particulièrement à alimenter les recettes TVA en juin 2012 :

- Commerce, réparation automobile : 33,60 %
- Activités financières et d'assurance : 11,40 %
- Activités de services administratifs et de soutien : 10,50 %
- Activités spécialisées et techniques : 10,10 %

Année	TVA nette à payer	Évolution
2009	5 421 967 476 €	- 3,31 %
2010	1 122 462 492 €	+ 0,10 %
2011	5 572 439 935 €	+ 2,67 %
1 ^{er} semestre 2011	2 887 231 296 €	+ 27,34 %
1 ^{er} semestre 2012	3 676 707 227 €	
Juin 2011	459 763 155 €	- 13,18 %
Juin 2012	399 157 567 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre) :

- Industries extractives : 117,09 %
- Hébergement et restauration : 66,77 %
- Enseignement : 64,99 %
- Autres activités de services : 54,62 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin , N-1 et N) :

- Industries extractives : 1113,70 %
- Divers : 36,60 %
- Hébergement et restauration : 19,51 %
- Activités immobilières : 18,77 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer sont :

De janvier à juin 2012 (comparaison 1^{er} trimestre et 2^e trimestre) :

- Activités financières et d'assurance : - 27,03 %
- Information et communication : - 18,21 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : - 18,09 %
- Construction : - 13,07 %

Entre juin 2011 et juin 2012 (comparaison limitée au seul mois de juin , N-1 et N) :

- Production et distribution d'eau : - 76,45 %
- Administration publique : - 71,52 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : - 62,35 %
- Transport et entreposage : - 36,19 %

La TVA nette à payer a augmenté de 62,03 % entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2012 ; toutefois, une diminution de 13,18 % est à constater si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de juin 2011 et 2012.

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer entre le 1^{er} semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Montant de TVA nette à payer	Évolution
Cumul 1 ^{er} semestre 2011	2 887 231 296 €	±27,34 %
Cumul 1 ^{er} semestre 2012	3 676 707 227 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : 1 939,42 %
- Administration publique : 18,44 %
- Hébergement et restauration : 15,71 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : 11,69 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Production et distribution d'eau : - 51,56 %
- Enseignement : - 27,76 %
- Divers : - 23,70 %
- Arts spectacles et activités récréatives : - 19,99 %

Incidence de la crise : mise en perspective de l'évolution de la TVA nette à payer entre le 2^e semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012 :

	Montant de TVA nette à payer	Évolution
Cumul 2 nd semestre 2011	2 685 208 639 €	36,92 %
Cumul 1 ^{er} semestre 2012	3 676 707 227 €	

Les secteurs ayant connu la plus forte progression de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Industries extractives : 2 775,50 %
- Production et distribution d'électricité, de gaz : 335,46 %
- Hébergement et restauration : 112,43 %
- Autres activités de services : 55,31 %

Les secteurs ayant connu la plus forte baisse de leur TVA nette à payer entre ces deux périodes sont :

- Production et distribution d'eau : - 22,16 %
- Commerce, réparation automobile : - 9,58 %
- Industrie manufacturière : - 9,11 %
- Transport et entreposage : - 6,71 %

SYNTHÈSE

Données globales : Seine-Saint-Denis - En milliards d'euros (situation cumulée)

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette à payer	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Année 2009	128,55	-9,28%	17,28	-9,34%	1,11	- 7,89%	5,42	- 3,31%
Année 2010	132,43	+3,02%	17,84	+3,26%	1,12	+1,07%	5,43	+0,10 %
Année 2011	136,90	+3,38%	18,56	+4,06%	1,15	+2,08%	5,57	+2,62%
1 ^{er} semestre 2011	69,39	+6,00%	9,54	+5,24%	0,580	- 2,09%	2,89	+27,34%
1 ^{er} semestre 2012	73,55		10,04		0,568		3,68	
2 nd semestre 2011	67,52	+8,93%	9,02	+11,40%	0,566	+0,29%	2,69	+36,92%
1 ^{er} semestre 2012	73,55		10,04		0,568		3,68	

Juin 2011	11,25	-0,68%	1,52	- 2,56 %	0,094	- 0,57%	0,46	- 13,18%
Juin 2012	11,17		1,48		0,093		0,40	

Données globales : Ile-de-France - En milliards d'euros (situation cumulée)

Période	Chiffre d'affaires		TVA Brute totale (application des taux de TVA)		TVA déductible sur immobilisations		TVA nette due	
	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %	Montant	Evolution %
Année 2009	2 029,41		272,07		20,51		77,87	
Année 2010	1 994,5	+7,17%	276,01	+7,87%	19,82	+7,32%	79,27	+5,6%
Année 2011	2 137,51		297,75		21,27		83,68	
1 ^{er} semestre 2011	1 092,63	+6,24%	153,56	+5,62%	10,92	+25,43%	43,76	+0,5%
1 ^{er} semestre 2012	1 160,78		162,19		13,69		43,97	

Juin 2011	173,75	-1,91%	24,69	-3,96%	1,58	-4,34%	6,72	-4,23%
Juin 2012	170,43		23,71		1,51		6,43	

Évolution des recettes d'impôt sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis

Période	Recettes	Évolution
Année 2009	770 446 801 €	- 11,66 %
Année 2010	673 592 509 €	- 12,57 %
Année 2011	740 058 402 €	+ 9,87 %

Évolution des recettes cumulées au titre du semestre :

Période	Recettes	Evolution
1 ^{er} semestre 2011	454 613 384 €	-1,43 %
1 ^{er} semestre 2012	448 091 550 €	

Évolution des recettes cumulées au titre du mois de juin :

Période	Recettes	Evolution
juin-11	155 000 090 €	- 2,78 %
juin-12	150 693 658 €	

Après avoir augmenté en 2010 et 2011 respectivement de 25,09 % et 9,36 %, le montant moyen des encours des notaires marque une tendance baissière au cours du 1^{er} semestre 2012.

Ainsi, entre le 1^{er} semestre 2011 et le 1^{er} semestre 2012, l'encours moyen des notaires a diminué de 5,10 % ; et de 12 % si l'on retient comme terme de comparaison les seuls mois de juin 2011 et juin 2012.

Évolution de l'encours des notaires de Seine-Saint-Denis

Année 2009	247 806,38 €	
Année 2010	309 982,53 €	+ 25,09 %
Année 2011	338 999,64 €	+ 9,36 %

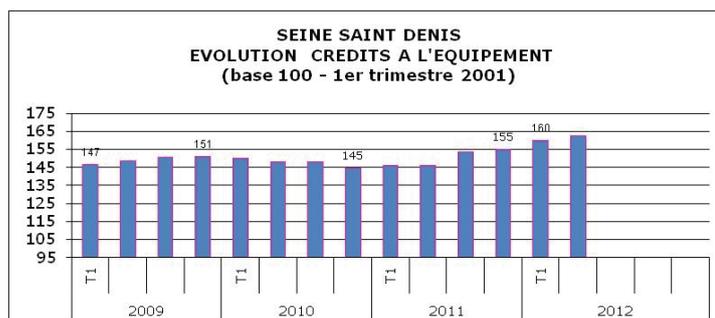
Évolution de l'encours moyen des notaires au titre du semestre :

1 ^{er} semestres 2010	290 727,55 €	+ 22,59 %
1 ^{er} semestres 2011	336 053,82 €	+ 15,59 %
1 ^{er} semestres 2012	318 926,07 €	- 5,10 %

Évolution de l'encours moyen des notaires au titre du mois de juin :

Période	Encours	Evolution
juin-10	320 667,40 €	+ 31,69 %
juin-11	371 265,00 €	+ 15,78 %
juin-12	326 717,70 €	- 12,00 %

Évolution des crédits à l'équipement des entreprises



L'année 2009 a connu une hausse modérée de 2.7 % en glissement annuel, le tassement intervenu sur 2010 (- 3.3 %) a fait reculer l'indice constaté au T1 2011 au niveau du T1 2009.

La tendance s'est inversée depuis le T1 2011 et la forte croissance (+ 6.1 %) observée en glissement annuel, a prévalu et se poursuit moindrement au S1 2012 (+ 5.1 %) soit en léger retrait d'un point.

Les éléments de la centralisation de juillet 2012 confirment le maintien peu ou prou du niveau actuel de distribution des crédits à l'équipement.

LES ENTREPRISES : INNOVATION

Actualité des pôles de compétitivité

Résultats du 14^e appel à projets FUI (Fonds Unique Interministériel)

Résultats du 14^e appel à projets FUI (Fonds Unique Investissement)

Le 1^{er} août 2012, le gouvernement a annoncé les résultats du quatorzième appel à projets du FUI, qui se traduisent par le financement de 77 projets de recherche et développement (R&D) émanant de 55 pôles de compétitivité, pour un montant d'aide de l'État de 61.46 M€.

19 projets sont labellisés ou co-labellisés par des pôles franciliens. Ces projets sont financés pour 20.1 M€ par le FUI et pour 13.28 M€ par les collectivités.

Parmi les 7 pôles de compétitivité visés, 5 pôles concernent directement le département de Seine-Saint-Denis :

- **Cap Digital** (TIC et filières des contenus et services numériques), pôle à vocation mondiale couvrant plusieurs départements d'Île-de-France dont l'intégralité de la Seine-Saint-Denis.
- **Medicen** (hautes technologies pour la santé et les nouvelles thérapies), pôle mondial établi sur plusieurs départements franciliens dont une partie de la Seine-Saint-Denis (Bobigny, Rosny-sous-Bois, Romainville, Montreuil, Noisy-le-Grand, Aulnay-sous-Bois, Villepinte).
- **ASTech** (maintenance aéronautique, moyens d'essais et de mesures, emploi, formation, recherche), pôle national concernant en partie le département de Seine-saint-Denis (Tremblay-en-France, Le Bourget).
- **Advancity** (aménagement et gestion urbaine, mobilité, habitat et économies d'énergie), pôle national étendu sur une partie du territoire francilien dont la Seine-Saint-Denis (Neuilly-sur-Marne, Noisy-le-Grand).
- **Movéo** (automobile et transports collectifs), pôle à vocation mondiale couvrant une partie de la Haute-Normandie, de la Basse-Normandie et de l'Île-de-France dont la Seine-Saint-Denis (Bobigny, Drancy, Tremblay-en-France).

Pôle	Nbre de projets déposés	Nbre de projets soutenus	Montant total des aides
System@tic	19	7	13.38 M€
Cap digital	17	4	6.62 M€
Medicen	4	2	3.78 M€
Advancity	2	0	0 M€
Astech	3	3	6.12 M€
Movéo	2	2	2.25 M€
Finance Innovation	5	1	1.22 M€
TOTAL	52	19	33.38 M€

Les partenaires des projets sont soutenus à hauteur de :

- 12.89 M€ pour les PME,
- 10.89 M€ pour les laboratoires,
- 5.71 M€ pour les grands groupes,
- 3.69 M€ pour les Entreprises de Taille Intermédiaire (ETI),
- 200 k€ (autres).

Dans le cadre du 14^e appel à projets FUI, l'AFNOR, l'Université Paris 13 et l'entreprise Spring Technologies de Seine-Saint-Denis bénéficient de subventions – respectivement - à hauteur de :

- 23 k€ du FUI
- 121 k€ du Conseil Général 93 et 181 k€ du Conseil Régional
- 300 k€ du CG 93 et 445 k€ du CR

Localisation des PME et des Laboratoires aidés

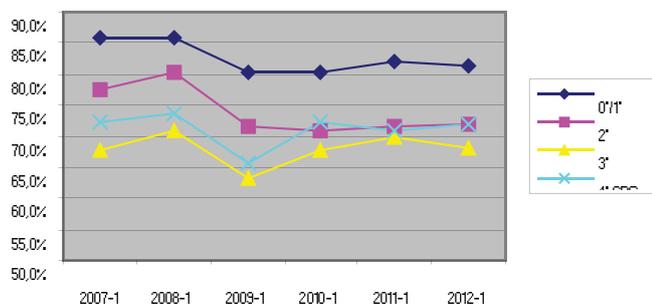
Département	Nbre de PME	Nbre de Laboratoires Universités
75	15	16
77	1	0
78	5	3
91	12	9
92	7	1
93	1	2
94	3	3
95	2	1
TOTAL	46	35

LE TOURISME ET LES ÉVÉNEMENTS D’AFFAIRES

- *La fréquentation hôtelière reste stable au premier semestre 2012. Les prix moyens sont néanmoins orientés à la hausse et les revenus moyens par chambre progressent en conséquence.*
- *La fréquentation de la Basilique de Saint-Denis confirme sa bonne tenue tandis que celle du Stade de France connaît un rebond et que le Musée de l’air accuse un début d’année plus terne.*

L'hôtellerie

**Evolution des taux d'occupation
1^{er} semestre (2007-2012)**

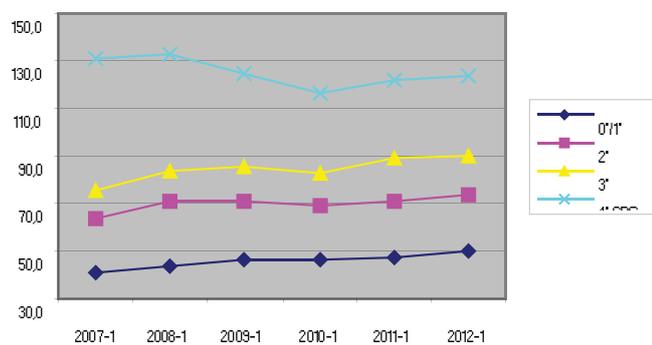


Les taux d'occupation sont relativement stables

Comme au second semestre 2011, les taux d'occupation marquent le pas au premier semestre 2012 dans toutes les catégories tout en restant à un niveau moyen élevé.

Taux d'occupation*	2007-1	2008-1	2009-1	2010-1	2011-1	2012-1
0*/1*	86,0%	85,8%	80,4%	80,1%	81,8%	81,4%
2*	77,6%	80,1%	71,4%	70,8%	71,5%	72,0%
3*	67,6%	71,0%	63,1%	67,7%	69,7%	68,2%
4* CDG	72,1%	73,5%	65,5%	72,3%	71,0%	71,9%

**Evolution des prix moyens
1^{er} semestre (2007 - 2012)**

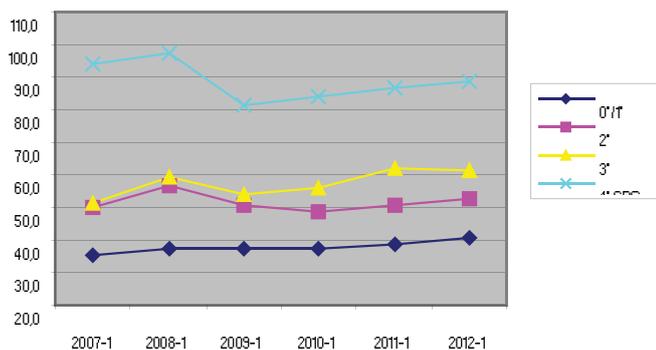


Les prix moyens restent orientés à la hausse

L'augmentation des prix moyens se poursuit. En comparaison avec le 1^{er} semestre 2011, cette hausse est, cette fois, particulièrement marquée pour les 0/1 étoiles (+6,1 %) et pour les 2* (+3,8 %); elle est moindre pour 3 et 4 étoiles (1,2%). Seuls, les prix moyens des 4 étoiles restent inférieurs à leur maximum historique atteint au premier semestre 2008.

Prix moyen par chambre	2007-1	2008-1	2009-1	2010-1	2011-1	2012-1
0*/1*	40,8	43,3	46,7	46,5	47,4	50,3
2*	64,0	71,0	70,8	69,2	70,6	73,3
3*	75,9	83,7	85,4	83,0	88,9	90,0
4* CDG	130,5	132,8	124,3	116,3	122,2	123,7

**Evolution des revenus par chambre
1^{er} semestre (2007-2012)**



Les revenus moyens par chambre poursuivent leur hausse

La stabilité des taux d'occupation conjuguée à la l'augmentation des prix moyens se traduit par une hausse des revenus moyens par chambre qui reste substantielle :

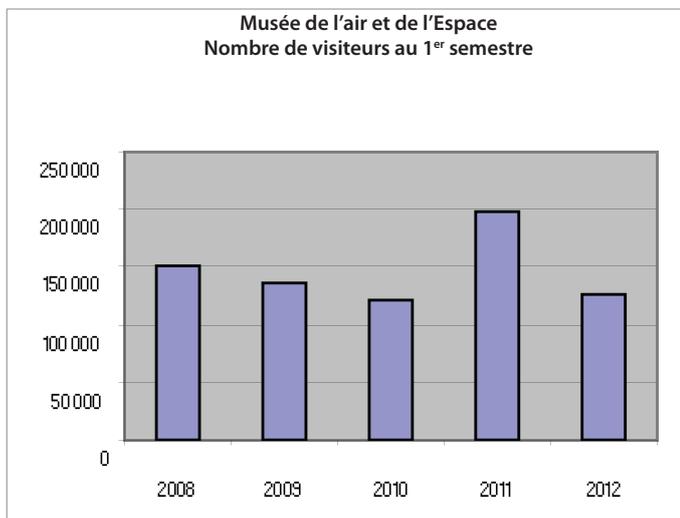
- + 5,6 % pour les 0/1 étoile,
- + 4,5 % pour les 2 étoiles
- + 2,5 % pour les 4 étoiles.

Seuls les établissements 3 étoiles voient leur revenu par chambre fléchir légèrement (- 0.9 %).

Revenu moy par chambre	2007-1	2008-1	2009-1	2010-1	2011-1	2012-1
0*/1*	35,1	37,1	37,6	37,2	38,8	40,9
2*	49,7	56,9	50,6	49,0	50,4	52,7
3*	51,4	59,5	53,9	56,2	61,9	61,4
4* CDG	94,0	97,6	81,4	84,1	86,7	88,9

* Le classement retenu dans les tableaux ci-dessus correspond à l'ancienne classification qui était encore en vigueur au 1^{er} semestre 2012

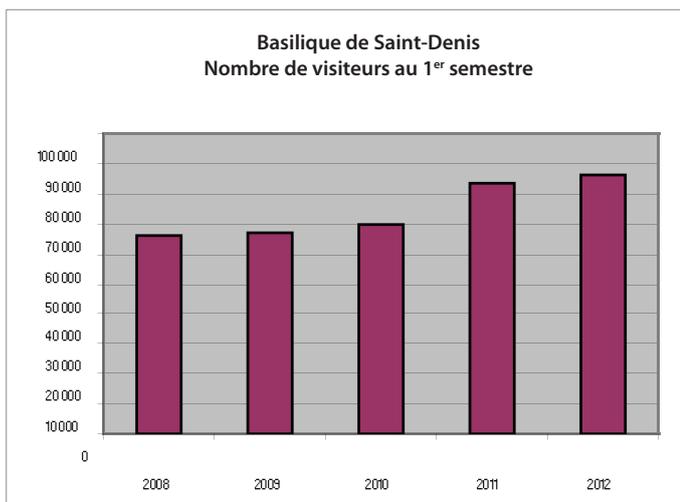
Les principaux lieux touristiques



Le Musée de l'air et de l'espace

Avec 125 000 visiteurs au 1^{er} semestre 2012, la fréquentation du Musée apparaît en fort recul par rapport à 2011. Ce recul doit être relativisé puisque la tenue du Salon international de l'aéronautique en 2011 avait conduit à un chiffre de 88 000 visiteurs pour le seul mois de juin 2011 contre 16 000 en juin 2012. Toutefois, en neutralisant l'effet Salon, le 1^{er} semestre 2012 marque un léger repli par rapport à 2011 avec un chiffre légèrement supérieur à celui de l'année 2010.

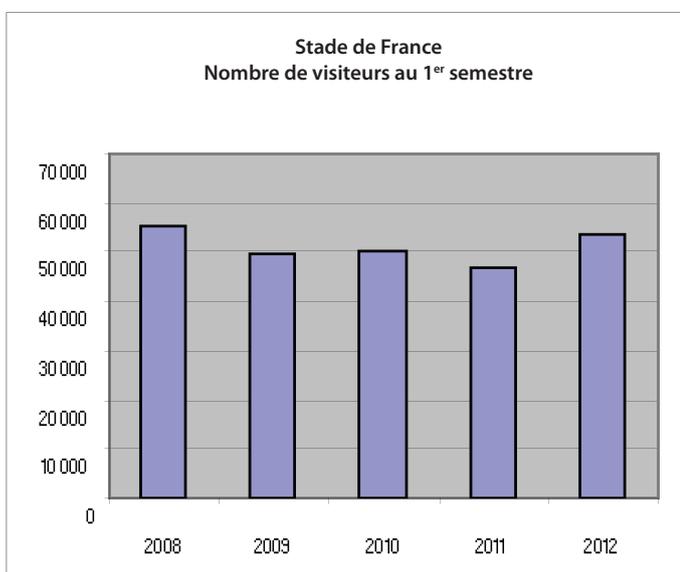
	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de visiteurs au 1 ^{er} semestre	150 341	136 915	122 410	198 572	125 326



La Basilique de Saint-Denis

La fréquentation de la Basilique confirme la hausse enregistrée en 2011 même si le rythme de cette hausse est nettement plus modéré. Au 1^{er} semestre 2012, le nombre de visiteurs dépasse de 3 % celui de 2011. Cette tendance positive semble liée à plusieurs facteurs qui mettent la Basilique plus régulièrement sous les feux de l'actualité. Les expositions temporaires et les événements qui s'y déroulent jouent sans doute un rôle important en ce sens.

	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de visiteurs au 1 ^{er} semestre	66 158	66 727	69 960	83 763	86 350



Le Stade de France

La fréquentation des visites du Stade de France est cette fois orientée à la hausse. La progression de 15 % au premier trimestre 2012 par rapport à la même période en 2011 doit cependant être interprétée avec prudence : elle résulte en effet principalement d'un excellent chiffre au mois de mars qui est la conséquence du nombre important de visites liées à des événements d'entreprises.

	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre de visiteurs au 1 ^{er} semestre	55 374	49 540	50 488	46 928	53 851

Paris Nord Villepinte

Paris Nord Villepinte comme chaque été poursuit son programme de modernisation.

Renforcement de la signalétique des services

Une nouvelle signalétique renforçant l'identification des accès et services a été déployée dans les halls 1,2,3,4 et 6. Elle vise notamment à rendre immédiatement visibles, quelle que soit la position occupée, les liaisons inter-halls, les sanitaires et les espaces de restauration. Cette signalétique sera déployée d'ici la fin de l'année sur les autres halls.

Accès

Afin de fluidifier les départs vers le RER, la signalétique va être renforcée indiquant aux visiteurs, les bornes de billetterie, les guichets et l'accès direct aux quais pour les visiteurs munis de ticket. 4 nouvelles bornes ont été installées et viendront compléter les 5 déjà en place afin d'améliorer la gestion de la billetterie en période d'affluence.

Faits marquants

Grand meeting de lancement de campagne dans le hall 6 et une partie du 7 pour Nicolas Sarkozy

INTERMAT

1 350 exposants dont 67% d'internationaux. Une fréquentation record pour un salon BtoB dépassant en flux les 200 000 visites, dont 145 082 visiteurs professionnels identifiés (+15,8% versus 2009) avec 34,2% d'internationaux. Interimat prouve de nouveau sa dimension internationale et confirme son positionnement vers les pays de la Méditerranée et de l'Afrique.

MAISON ET OBJET – PREMIERE VISION

Confirment leur attractivité internationale dans un contexte économique difficile.

Maison et Objet de janvier à une fréquentation stable, malgré un léger recul du nombre de visiteurs français.

Première Vision de février était en baisse, mais l'édition de septembre est un record en nombre d'exposants et en augmentation sur le nombre de visites.

Paris Le Bourget

Après que les espaces extérieurs du parc ont été réaménagés en 2010, c'est au tour du restaurant Le Club d'être « relooké ». Il est repensé dans une nouvelle ambiance plus trendy.

L'Amphi 8000, un amphithéâtre éphémère de 8 000 places s'installe de nouveau à la fin de l'année pour accueillir des événements de grande envergure qui trouvent peu de lieux adaptés à leurs besoins en Ile-de-France.

Faits marquants

Grand meeting politique pour François Hollande qui a occupé l'amphi 8000.

Texworld a également enregistré une fréquentation légèrement en hausse, à hauteur de 4%.

Tradexpo, la session de janvier présente un bilan positif avec 9 782 visiteurs accueillis et une augmentation de 6% de son visitorat international.

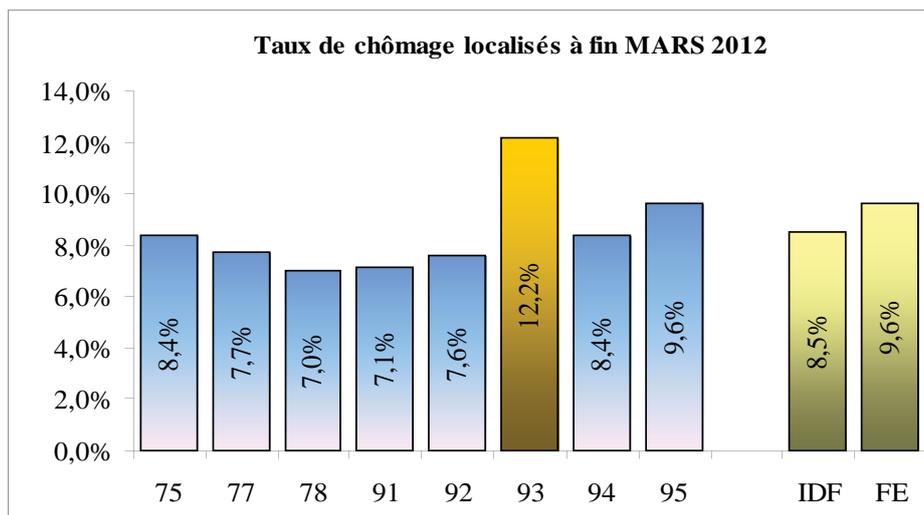
LE CHÔMAGE ET L'EMPLOI

- *Le taux de chômage est le plus élevé de la région Ile-de-France et le nombre de demandeurs d'emploi continue d'augmenter significativement.*
- *L'évolution du nombre d'allocataires du RSA est très inégale dans les communes du département de la Seine-Saint-Denis.*
- *Les déclarations d'embauche enregistrent une progression significative par rapport à 2009, portées par les secteurs de la construction et du tertiaire.*

Les taux de chômage en Ile-de-France :

A la fin du mois de mars 2012, le taux de chômage s'élève en Seine-Saint-Denis à 12,2%⁽¹⁾ contre 8,5% en Ile-de-France et 9,6% pour la France entière.

Ce taux est le plus élevé de la région Ile-de-France. Il augmente de 0,4 point sur un trimestre et de 0,6 point sur un an.

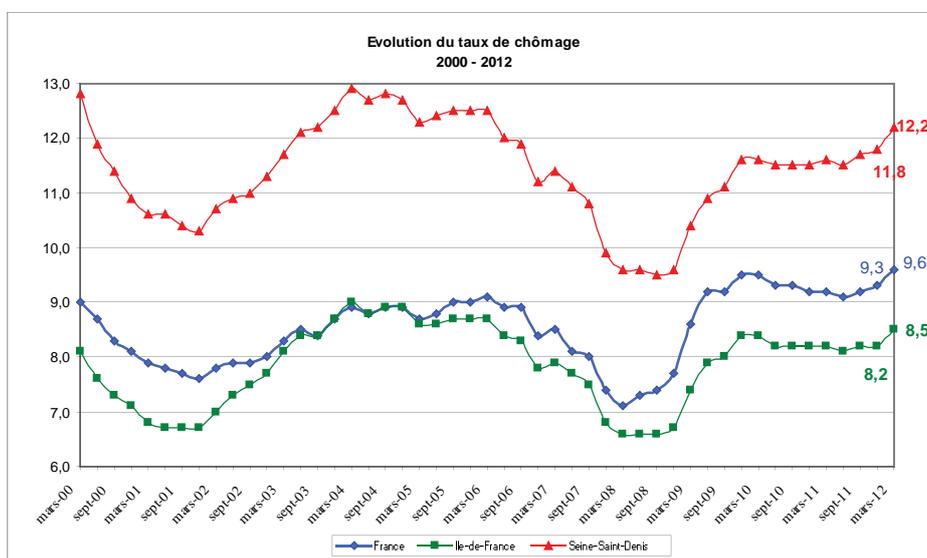


(1) A tout niveau géographique, l'estimation des taux de chômage localisés trimestriels fait l'objet d'une révision régulière, pour tenir compte des résultats de la dernière enquête sur l'emploi de l'Insee et des sources administratives les plus récentes. Les séries sont alors rétopolées sur plusieurs trimestres. - Source : INSEE

Evolution comparée des taux de chômage de la Seine-Saint-Denis, de l'Ile-de-France et de la France entière (de 2000 à 2012) :

Fin mars 2012, pour le troisième trimestre consécutif, le taux de chômage continue d'augmenter en Seine-Saint-Denis.

La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis suit celles de la région d'Ile-de-France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : INSEE

Les demandes d'emploi en fin de mois et demandes d'emploi enregistrées à fin juin 2012

Situation à fin juin 2012	Valeur	Évolution annuelle
a) Demandes d'emploi fin de mois catégories A, B, C¹, données CVS :	127 550	+ 6,50 %
dont DELD	50 810	+ 11,4 %
dont jeunes -25 ans	13 910	+ 3,7 %
dont +50 ans	27 240	+ 14,9 %
dont femmes	59 890	+ 6,7 %
dont hommes	67 660	+ 6,4 %
b) Demandes d'emploi enregistrées, catégories A, B, C, données brutes (cumul annuel) :	176 218	+ 1,4 %
dont jeunes -25 ans	38 896	- 1,3 %
dont femmes	85 547	+ 2,2 %

Au mois de juin 2012, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (127 550) progresse de + 6,5 % sur un an. La hausse atteint surtout les demandeurs d'emploi de longue durée (+ 11,4 %) et les seniors (+ 14,9 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans enregistre une augmentation de + 3,7 % sur un an.

Le nombre de femmes demandeurs d'emploi augmente de + 6,7 %, et celui des hommes de + 6,4 %. Les hommes représentent 53 % des demandeurs d'emploi.

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

(1) Les différentes catégories de demandeurs d'emploi :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (78 heures ou moins au cours du mois)
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (plus de 78 heures au cours du mois)
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Les offres d'emploi enregistrées (OEE), satisfaites (OES) :

Situation à fin juin 2012	Valeur	Évolution annuelle
Offres d'emploi enregistrées (tous types) données brutes (cumul annuel) :	50 202	- 5,8 %
dont nature de contrat emploi durable	27 467	- 9,9 %
dont nature de contrat emploi temporaire	18 240	- 1,9 %
dont nature de contrat emploi occasionnel	4 495	+ 7 %
Offres d'emploi satisfaites (tous types) données brutes (cumul annuel) :	44 629	- 5,3 %

Le cumul des offres collectées au cours des douze derniers mois (50 202) diminue de 5,8 % sur un an.

Les offres d'emploi durable (27 467) représentent 55 % des offres et enregistrent une baisse de 9,9 % sur un an. Les offres d'emploi temporaire (18 240) représentent 36 % des offres et régressent de -1,9 % sur un an. Les offres d'emploi occasionnel (4 495) représentent 9 % des offres, elles augmentent de +7 % sur un an.

Le cumul des offres d'emploi satisfaites au cours des douze derniers mois (44 629 offres tous types) enregistrent une baisse de - 5,3 % sur un an.

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES (traitement Direccte IDF/UT 93)

Les offres d'emploi en Seine-Saint-Denis en 2011 et 2012

OFFRES EN SEINE-SAINT-DENIS 2011 ET 2012



Offres d'emploi enregistrées et Offres d'emploi satisfaites 2011-2012 Seine-Saint-Denis par type et taille

Pôle emploi IDF - Direction Pilotage de la Performance - 28/09/12 - Source : SIAD

OEE Seine-Saint-Denis Par type d'offres

	fin sept 2011	fin sept 2012	Evolution 2012/2011 SEINE-SAINT-DENIS
	OEE SEINE-SAINT-DENIS	OEE SEINE-SAINT-DENIS	
Total	43 215	34 782	-24,2%
Emploi durable	24 186	18 774	-28,8%
Emploi temporaire	15 672	13 155	-19,1%
Emploi occasionnel	3 357	2 853	-17,7%

OEE Seine-Saint-Denis Par type d'établissements

Temps	fin sept 2011	fin sept 2012	fin sept 2012	Evolution 2012/2011 SEINE-SAINT-DENIS
	OEE SEINE-SAINT-DENIS	OEE SEINE-SAINT-DENIS	OEE SEINE-SAINT-DENIS	
Total	43 215	34 782		-24,2%
K0	1 638	2 432		32,6%
1 à 9 salariés	14 713	12 475		-17,9%
1 à 49 salariés	26 492	21 526		-23,1%
50 salariés et plus	14 689	10 558		-39,1%
50 à 199 salariés	5 909	4 000		-47,7%
Non défini	396	266		-48,9%

OES Seine-Saint-Denis Par type d'offres

Temps	fin sept 2011	fin sept 2012	fin sept 2012	Evolution 2012/2011 SEINE-SAINT-DENIS
	OES SEINE-SAINT-DENIS	OES SEINE-SAINT-DENIS	OES SEINE-SAINT-DENIS	
Total	37 201	29 768		-25,0%
Emploi durable	20 387	15 605		-30,6%
Emploi temporaire	13 801	11 582		-19,2%
Emploi occasionnel	3 013	2 581		-16,7%

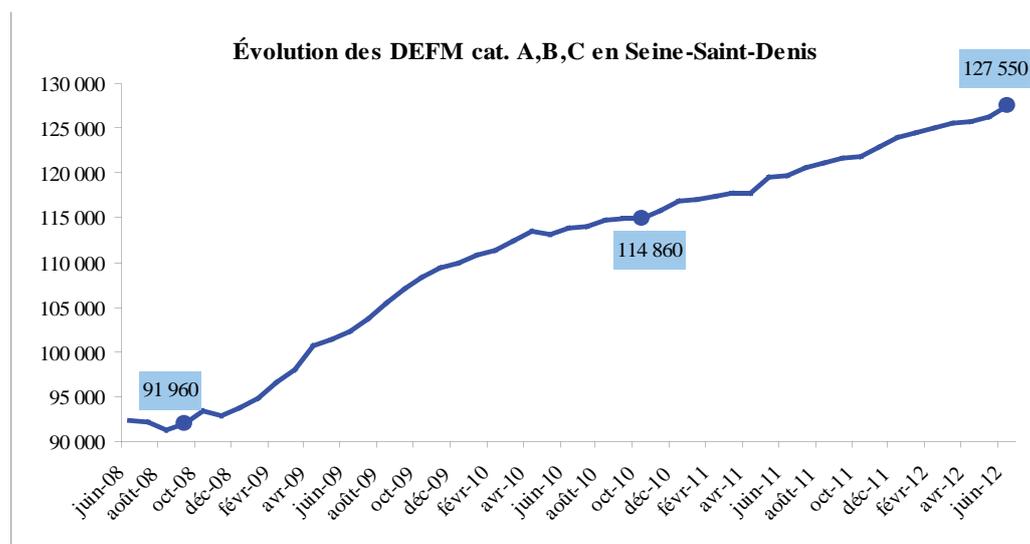
OEE par NAF Seine-Saint-Denis en 2011 et 2012

OES Seine-Saint-Denis

	fin septembre 2011	fin septembre 2012	Evolution fin sept 2012 / fin sept 2011
	OEE SEINE-SAINT-DENIS	OEE SEINE-SAINT-DENIS	
TOUS NAF	43 215	34 782	-19,5%
01 AGRICULTURE	5	3	-40,0%
02 INDUSTRIE	1 680	1 300	-22,6%
03 B.T.P	2 218	1 898	-14,4%
04 TERTIAIRE	39 308	31 570	-19,7%
G COMMERCE, REPARATION D'AUTOMOBILES ET DE MOTOCYCLES	7 001	4 959	-29,2%
H TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	2 908	1 801	-38,1%
I HEBERGEMENT ET RESTAURATION	1 959	1 493	-23,8%
J INFORMATION ET COMMUNICATION	1 926	2 079	7,9%
K ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	2 342	1 138	-51,4%
L ACTIVITES IMMOBILIERES	400	277	-30,8%
M ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES	3 784	2 668	-29,5%
N ACTIVITES DE SERVICES ADMINISTRATIFS ET DE SOUTIEN	8 123	8 148	0,3%
O ADMINISTRATION PUBLIQUE	2 701	2 108	-22,0%
P ENSEIGNEMENT	1 796	1 745	-2,8%
Q SANTE HUMAINE ET ACTION SOCIALE	3 161	2 606	-17,6%
R ARTS, SPECTACLES ET ACTIVITES RECREATIVES	923	613	-33,6%
S AUTRES ACTIVITES DE SERVICES	2 221	1 875	-15,6%
T ACTIVITES DES MENAGES EN TANT QU'EMPLOYEURS, ACTIVITES INDIFFERENCIEES DES	60	60	0,0%
U ACTIVITES EXTRA-TERRITORIALES	3	0	-100,0%
Non Renseigné	4	11	175,0%

Pôle emploi IDF - Direction Pilotage de la Performance - 28/09/12
Source : SIAD

Évolution des DEFM catégorie A,B,C sur quatre ans (données CVS)



Fin juin 2012, pour le vingtième mois consécutif, on constate une hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C. Leur nombre augmente de + 1,1 % sur un mois, de + 6,5 % sur un an et de + 38,7 % par rapport à fin septembre 2008 (91 960). C'est le niveau jamais atteint depuis quinze ans.

Sources : STMT-Pôle Emploi, DARES. Cvs : Direccte Ile-de-France (traitement Direccte IDF/UT 93)

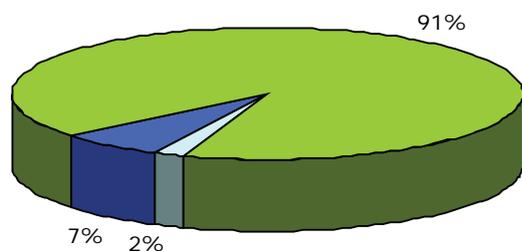
Évolution des déclarations uniques d'embauche (DUE) en Seine-Saint-Denis

	Secteur d'activité	Déclaration d'embauche 1 ^{er} S. 2012	Poids secteur	Evolution 1S12/1S11
INDUSTRIE	Industries agro alimentaire	1 169	0,38%	-2,26%
	Cokéfaction et raffinage	8	0,00%	-27,27%
	Equipements électriques, électroniques, informatiques	338	0,11%	-15,92%
	Fabrication de matériels de transport	258	0,08%	-34,85%
	Autres produits industriels	3 795	1,22%	-9,51%
	Industries extractives, énergie, eau	823	0,26%	-11,03%
	INDUSTRIE		6 391	2,05%
CONST.	CONSTRUCTION	20 695	6,65%	4,60%
TERTIAIRE	Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	24 676	7,93%	-4,43%
	Transport	16 016	5,15%	-1,93%
	Hébergement et restauration	45 439	14,60%	10,69%
	Information et communication	51 177	16,45%	6,98%
	Activités financières et d'assurance	3 171	1,02%	-0,69%
	Activités immobilières	823	0,26%	-10,64%
	Activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs	61 431	19,74%	6,27%
	Administrations publiques, défense, enseignement, santé humaine et action sociale	29 690	9,54%	11,42%
	Autres activités de services	51 638	16,60%	-5,92%
TERTIAIRE		284 061	91,29%	3,49%
AUTRES	Activités diverses et non classées	8	0,00%	100,00%
	TOTAL hors interim	311 155	100,00%	3,24%

La croissance de l'emploi se ralentit, le nombre de déclarations d'embauches hors interim augmente de 3,24 % entre les 1^{er} semestres 2011 et 2012, soit 9 754 déclarations supplémentaires.

Cette augmentation concerne les secteurs de la construction et du tertiaire, le nombre de déclarations d'embauche dans le secteur de l'industrie recule de 10,29 %

Répartition des DUE par activité



■ TERTIAIRE
□ INDUSTRIE
■ CONSTRUCTION

	1 ^{er} sem 2012	
TERTIAIRE	284 061	91.29 %
INDUSTRIE	6 391	2.05 %
CONSTRUCTION	20 695	6.65 %
	311 147	100.00 %

Source : URSSAF de Paris - Région Parisienne

Nombre d'allocataires du RSA en Seine-Saint-Denis (juin 2009 à juin 2012) source : CAF/CG93

	Socle seulement	Activité seulement	Socle et activité	Ensemble
Juin_09	53 886	10 321	4 010	68 217
Sept_09	55 123	13 303	5 044	73 470
Déc_09	54 621	13 977	6 001	74 599
Mars_10	55 277	14 262	6 194	75 733
Juin_10	56 227	14 574	6 030	76 831
Sept_10	56 172	14 391	6 238	76 801
Déc_10	57 445	14 426	6 260	78 131
Mars_11	58 439	14 564	6 463	79 466
Juin_11	58 717	14 932	6 616	80 265
Déc_2011	59 490	14 365	7 140	80 995
Mars_12	59 879	14 801	7 188	81 868
Juin_12	60 771	15 289	7 329	83 389

LEXIQUE :

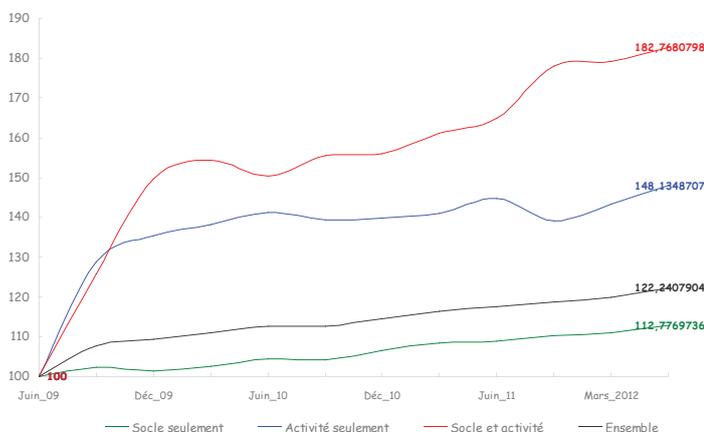
RSA socle seul : un foyer allocataire du « RSA socle seul » n'a pas de revenus d'activité, ou bien au moins un de ses membres est en période de cumul intégral^[1].

RSA socle et activité : les bénéficiaires du « RSA socle et activité » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est inférieur au montant forfaitaire. Ils bénéficient donc à la fois du RSA socle (fraction) et du RSA activité.

RSA activité seul : les bénéficiaires du « RSA activité seul » ont de faibles revenus d'activité et l'ensemble de leurs ressources est supérieur au montant forfaitaire. C'est cette composante qui est véritablement nouvelle avec la mise en place du RSA et qui sert le plus souvent de référence pour apprécier la montée en charge du RSA.

[1] Le cumul intégral consiste à neutraliser l'ensemble des revenus d'activité pour le calcul du RSA, pendant une période de 4 mois (éventuellement fractionnée) au cours des douze derniers mois.

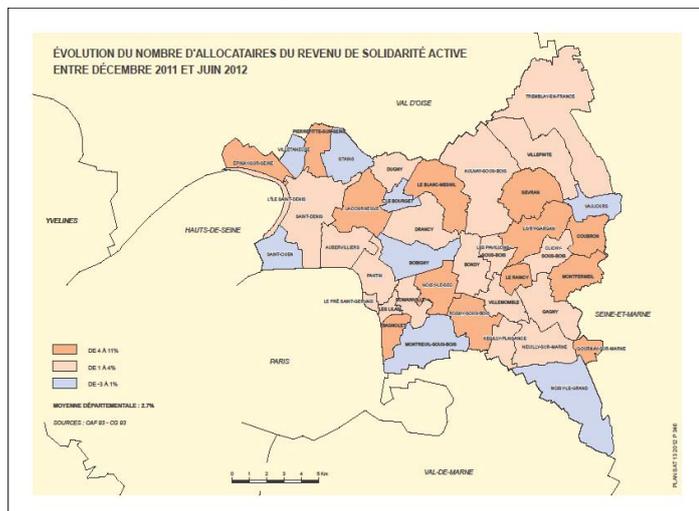
Évolution trimestrielle (en base 100) des différents composants du RSA en Seine-Saint-Denis de juin 2009 à juin 2012 - (base 100 = juin 2009)



Le RSA socle continue d'être le plus important en Seine-Saint-Denis même si on observe globalement que, depuis sa création en juin 2009, le RSA activité a progressé de près de 50%,

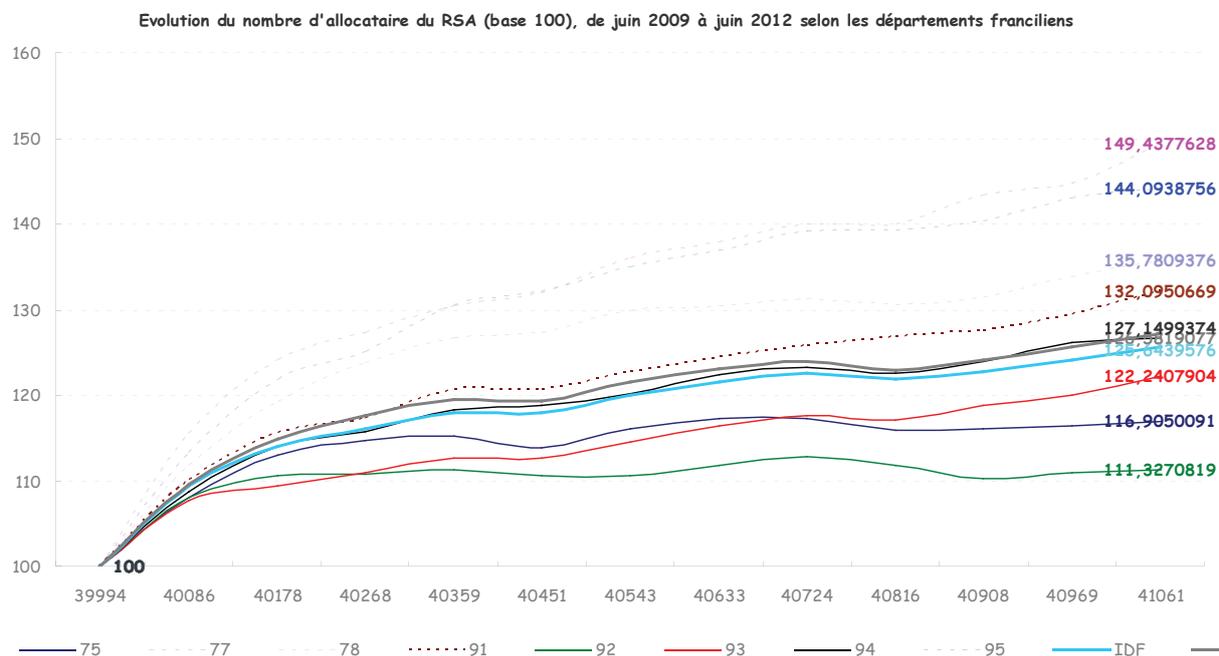
Source : CAF / CG 93

Situation inter-départementale



L'évolution du nombre d'allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les communes du département de la Seine-Saint-Denis est très constatée. Alors que dans certaines villes (à l'image de Vaujours ou de Bobigny) le nombre d'allocataires recule, dans d'autres, il progresse comme à Rosny-sous-Bois ou la Courneuve. L'amplitude ainsi observée entre les extrêmes est de près de 13 points. On peut également remarquer que de nombreuses villes se situent dans la moyenne départementale (2,7 %).

Comparaison entre les départements franciliens



Source : CAF/CG 93

Depuis la création du Revenu de Solidarité Active en juin 2009, le nombre d'allocataires a progressé de façon sensible dans l'ensemble des départements franciliens. Les Hauts-de-Seine (+ 11 %), Paris (+ 17 %) et la Seine-Saint-Denis (+ 22 %) enregistrent les progressions les moins fortes au niveau régional entre juin 2009 et juin 2012. Dans les départements de la grande couronne les progressions sont les plus fortes; Seine-et-Marne (+ 49 %) et le Val d'Oise (+ 44 %).

Nombre de personnes couvertes par le Revenu de Solidarité Active (RSA) au 31/12/2011 dans les départements de l'Île-de-France

Département	Nb d'allocataire en décembre 2011	Nb de personnes couvertes* en décembre 2011	Population au RGP 2010	Tx de couverture**
Paris	74 952	125 579	2 215 197	5,7
Seine-et-Marne	29 319	64 885	1 310 646	5,0
Yvelines	23 660	48 420	1 429 610	3,4
Essones	25 545	55 975	1 217 716	4,6
Hauts-de-Seine	35 503	68 012	1 561 261	4,4
Seine-Saint-Denis	81 000	179 431	1 513 963	11,9
Val de Marne	42 312	85 034	1 315 279	6,5
Val d'Oise	32 462	72 331	1 176 466	6,1
Ile-de-France	344 752	699 667	11 740 138	6,0
France Metropolitaine	1 834 756	3 876 729	64 647 600	6,0

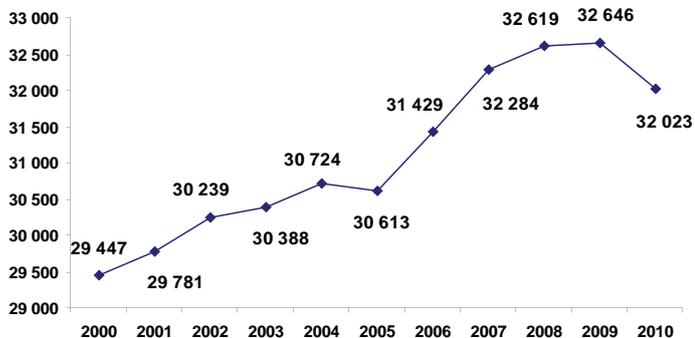
Sources : CAF/CG93

En décembre 2011, la Seine-Saint-Denis est le département où l'on enregistre le taux de couverture du RSA le plus élevé traduisant ainsi l'importance du nombre de personnes dépendantes de ce revenu.

* Personnes couvertes = allocataires + ayants droit

** Taux de couverture = Nb de personnes couvertes / population au RGP 2007

Évolution du nombre d'établissements (de 2000 à 2010)

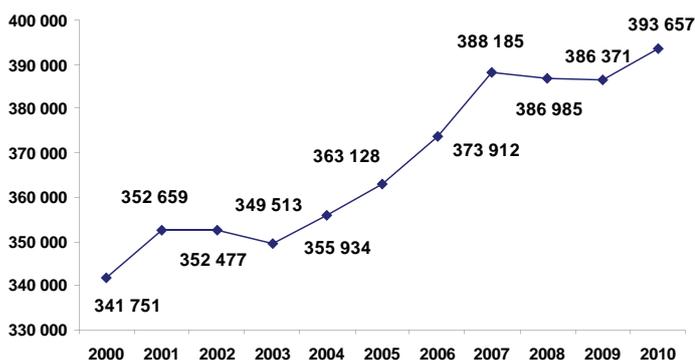


Selon Pôle emploi services, en 2010, la Seine-Saint-Denis compte 32 023 établissements. Leur nombre est en diminution de -1,9%, soit -623 unités par rapport à fin décembre 2009.

En dix ans, le nombre d'établissements a progressé de 2 576 unités, soit +8,7% par rapport à fin décembre 2000.

Source : Pôle Emploi Services (traitement Direccte IDF/UT 93)

Évolution du nombre de salariés (2010 : données provisoires)

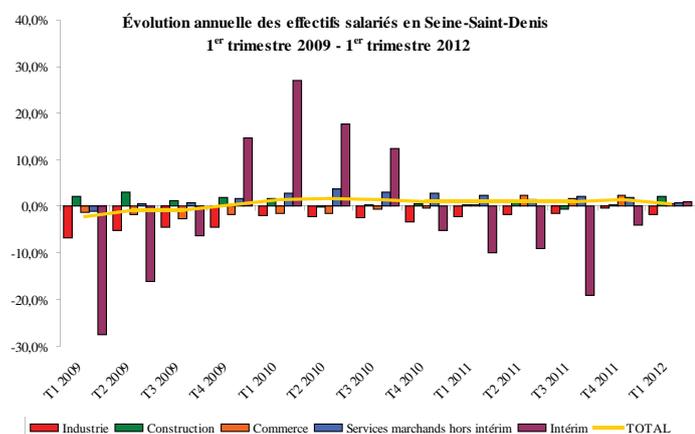


Après un recul de -0,2% en 2009, l'emploi salarié progresse de +1,9% en 2010. Il atteint 393 657 postes, soit +7 286 emplois à la fin de l'année 2010 par rapport à la fin de l'année 2009 (386 371).

En dix ans, l'emploi a progressé de 51 906 postes, soit +15,2% par rapport à fin décembre 2000.

Source : Pôle Emploi Services (traitement Direccte IDF/UT 93)

Évolutions des estimations trimestrielles des effectifs salariés dans les grands secteurs de l'emploi (données CVS) :



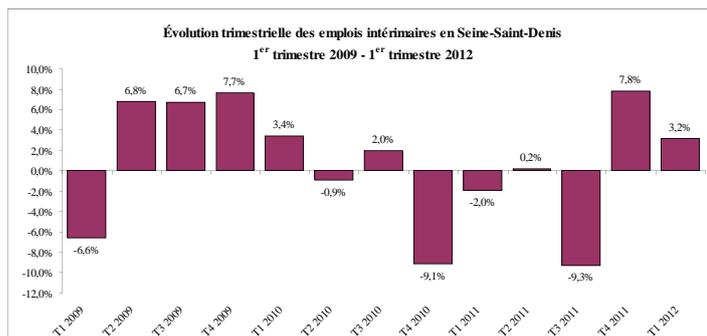
Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin mars 2012, les effectifs salariés (385 553 emplois) diminuent de - 0,5 % sur un trimestre (- 1 903 emplois) et augmentent de +0,6 sur un an, soit + 2 217 emplois.

Au premier trimestre 2012, l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité, évolue de la manière suivante : Industrie (- 0,5 %), Construction (+ 2 %), Commerce (- 1 %) et Services marchands hors Intérim (- 0,9 %).

Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

L'intérim, variable d'ajustement de l'emploi aux variations d'activité :

Selon les dernières estimations de l'Insee, à fin mars 2012, le nombre d'intérimaires (6 928) progresse de + 3,2 % sur un trimestre et de + 1,1 % sur un an.



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

Le recours au chômage partiel :

Selon le décret du 9 mars 2012 relatif aux conditions d'attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel, à l'exception des conventionnements d'activité partielle de longue durée, les employeurs peuvent, depuis le 11 mars 2012, mettre leurs salariés en activité partielle sans en demander l'autorisation préalable à la DIRECCTE. Le refus ou l'accord de l'administration intervient désormais au moment de la demande d'indemnisation, c'est-à-dire a posteriori.

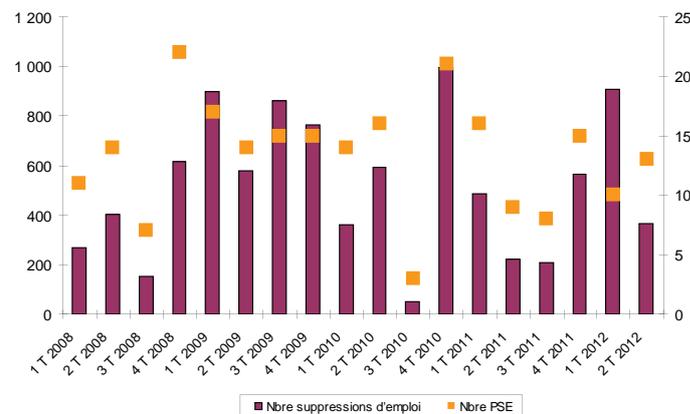
Les données administratives recueillies sur l'activité partielle ne seront complètes que plusieurs mois après l'utilisation effective des heures (au moment de la demande de remboursement). Pour cette raison, les données concernant le chômage partiel ne figurent plus dans cette publication.

Forte hausse du nombre de licenciements économiques avec PSE :

Pour le premier semestre de l'année 2012, les services ont enregistré 23 projets de licenciements économiques avec PSE représentant 1 275 suppressions d'emploi sur le département.

Ainsi, en cumul semestriel, le nombre de procédures baisse de -8% mais le nombre de suppressions d'emploi augmente fortement (+80,6%).

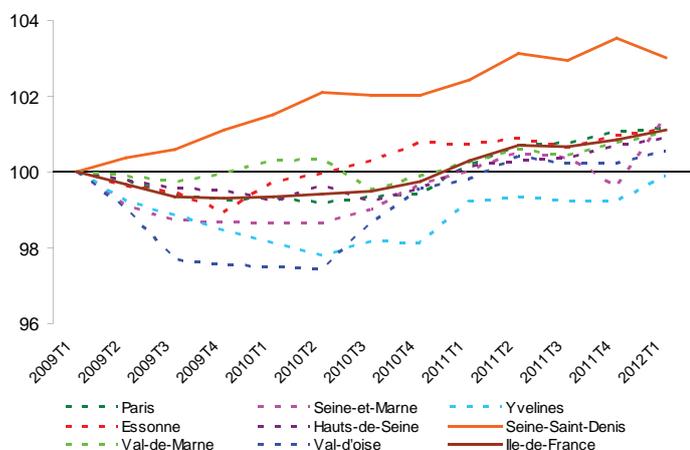
Si au premier trimestre 2012, le nombre de suppressions d'emploi concernait plutôt des grands groupes internationaux en restructuration, au second trimestre, il concerne plutôt des PME en difficulté.



Source : DIRECCTE IDF/UT 93

Un impact de la crise plus modéré en Seine-Saint-Denis :

Sur trois ans, les effectifs salariés augmentent de + 3 % (+11 309 emplois) en Seine-Saint-Denis, et de + 1,1 % en Ile-de-France (+ 45 250 emplois).



Source : Insee, estimations d'emploi (traitement Direccte IDF/UT 93)

LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER

La construction

Volume de la construction des logements neufs (privée et sociale)

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du Club conjoncture 93 sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique). Celles-ci donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs de construction pour résoudre la crise du logement en Ile-de-France.

Dans le contexte du développement de la région capitale, la loi du 3 juin 2010 relative au Grand Paris a porté l'objectif de la production neuve de logements en Ile-de-France à 70 000 logements par an. L'arrêté du préfet de région du 26 mars 2012 a fixé le niveau de production pour chacun des 38 bassins de territorialisation de l'offre de logements (bassins TOL) de l'Ile-de-France pour la période 2012-2014, l'objectif annuel global pour les 4 bassins de la Seine-Saint-Denis s'élevant à 11 640 logements.

En Seine-Saint-Denis, au premier semestre 2012, le niveau des autorisations de construire de logements ordinaires (ou familiaux) continue de croître, au rythme soutenu du semestre précédent : avec un peu plus de 6 400 logements familiaux comptabilisés, l'offre nouvelle progresse de 30 % par rapport au second semestre 2011 et de 70 % par rapport au premier.

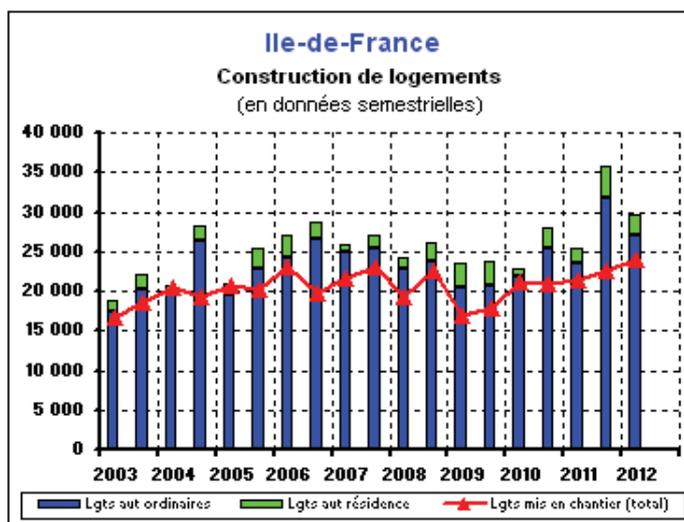
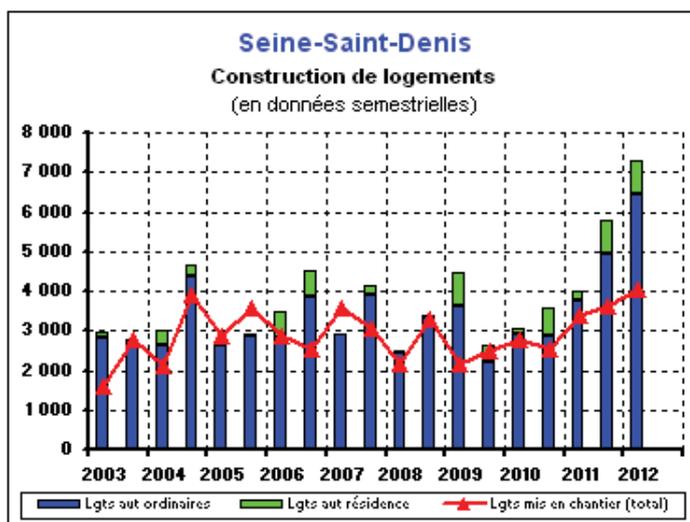
Avec près de 870 logements autorisés, l'offre de logements en résidences (pour étudiants, personnes âgées...) s'est maintenue au niveau du second semestre 2011.

La production totale du premier semestre 2012, tous types de logements confondus, s'élève ainsi à près de 7 300 logements, ce qui représente une hausse globale de 26 % sur six mois.

Cette évolution à la hausse se place à contre courant de la situation constatée au plan régional, où le volume global des projets (environ 29 750 logements autorisés) est en recul de 17 % par rapport au semestre précédent, qu'il s'agisse des logements ordinaires, en retrait de près de 15 % (environ 27 200 logements), ou des logements en résidence, en chute de 36 % (à peine 2 400 logements). Le dynamisme atypique de la construction en Seine-Saint-Denis, corroboré par l'activité du marché de la promotion privé, doit toutefois être modulé, en raison de l'impact de la démarche qualité engagée par le ministère de l'Équipement, visant à améliorer la collecte des données dans le département.

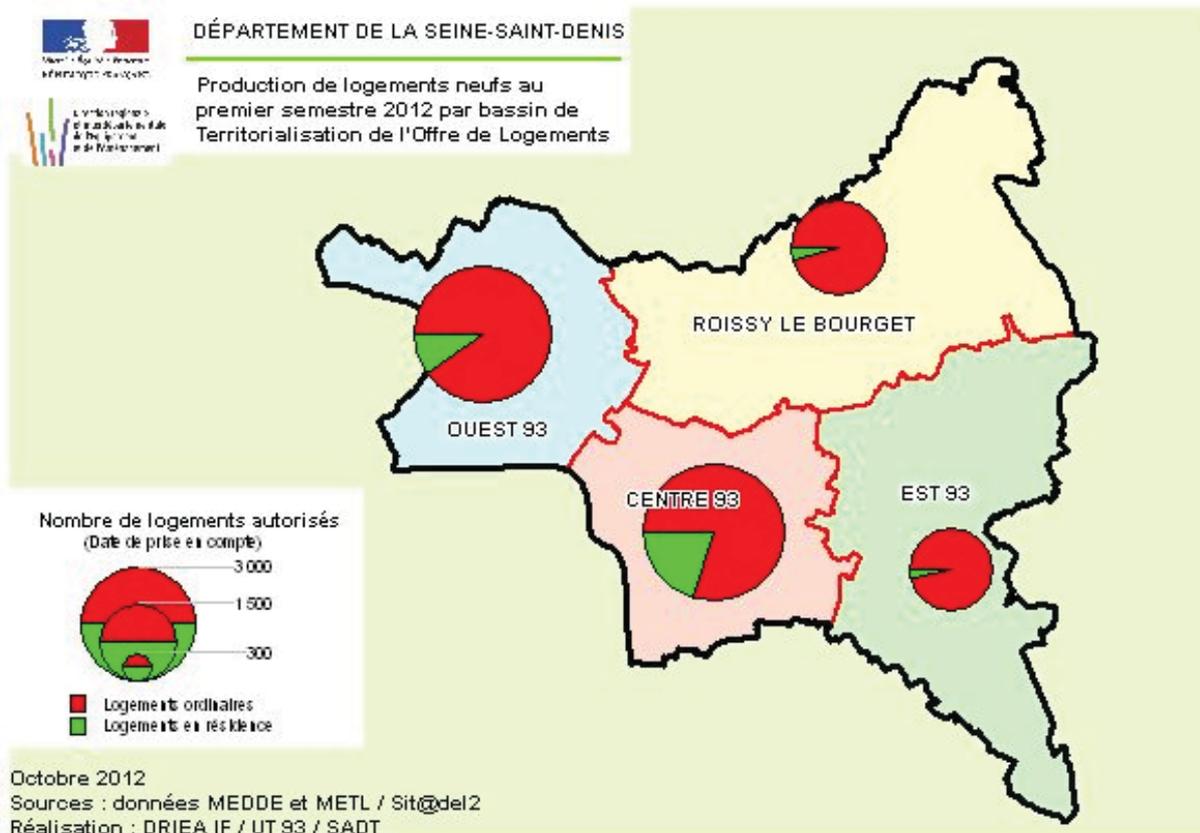
Quant aux mises en chantier des six premiers mois de l'année 2012, elles s'élèvent globalement dans le département à un peu plus de 4 000 logements, volume en correspondance avec celui des projets autorisés un an auparavant. Elles progressent globalement de 12 % sur un semestre, avec une relative stabilité des mises en chantier de logements ordinaires (environ 3 200 logements commencés), mais un quasi doublement des logements en résidences (855 logements).

Dans le même temps, le niveau régional connaît une évolution globale des mises en chantier plus modérée : +5,4 % pour un total d'environ 24 000 logements commencés au premier semestre 2012, avec une progression également plus marquée des mises en chantier de logements en résidences (près de 2 600 logements commencés, soit +26 % sur six mois).



Source : DRIEA IF / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis (Sit@del2 en date de prise en compte)

Construction des logements neufs par territoire (privée et sociale)



LES BASSINS TOL (1)



NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS AU PREMIER SEMESTRE 2012

Bassins de Territorialisation de l'Offre de Logements	Logements ordinaires	Logements en résidence	Total logements
OUEST 93	2 235	253	2 488
CENTRE 93	1 996	509	2 505
ROISSY- LE BOURGET	1 275	65	1 340
EST 93	920	39	959
SEINE-SAINT-DENIS	6 426	866	7 292

(1) : TOL = Territorialisation de l'Offre de Logements

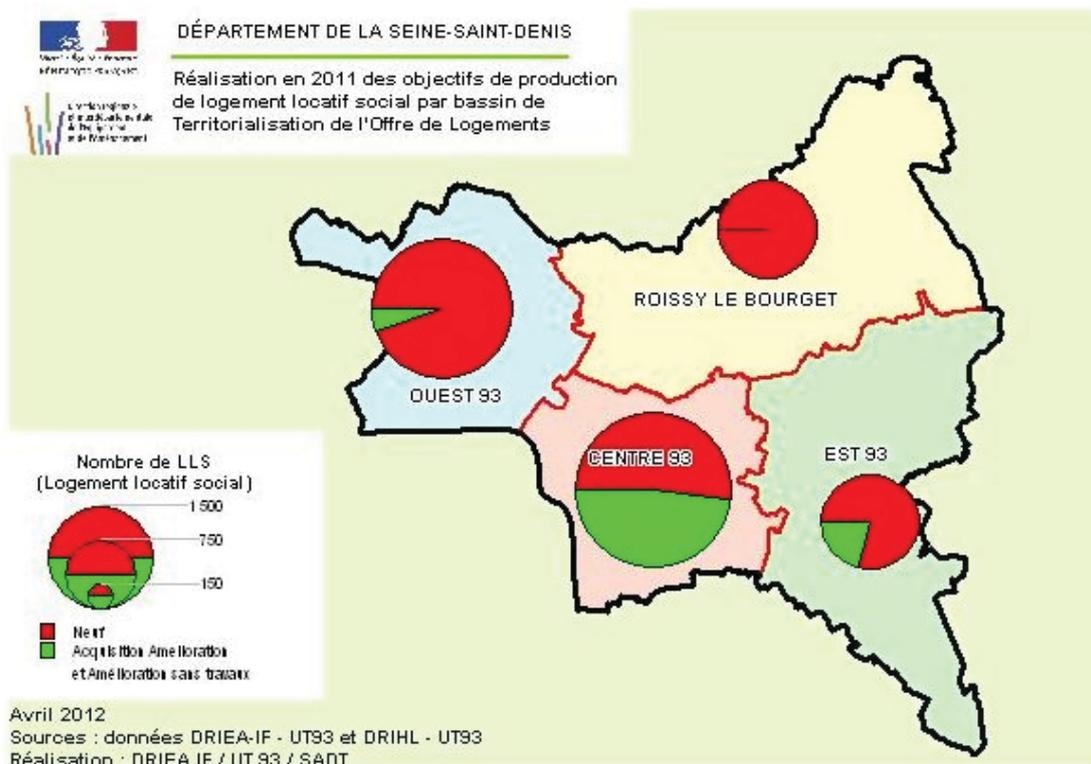
La répartition de l'offre nouvelle départementale de logements familiaux par bassin de Territorialisation de l'Offre de Logements (bassin TOL) montre, pour les deux bassins Centre (secteur d'Est Ensemble/Rosny) et Roissy-Le Bourget, un volume de projets correspondant au poids du parc de logements de chacun de ces territoires au sein du département : près de 2 000 nouveaux logements ont été autorisés à la construction sur le bassin Centre, soit 30 % de l'offre nouvelle départementale, 1 275 logements sur le bassin de Roissy-Le Bourget (un peu plus de 20 % des projets).

Le bassin Ouest (secteur de Plaine Commune/Saint-Ouen), qui représente un bon quart du parc départemental de logements, où le volume des autorisations de construire était en retrait au

second semestre 2011, concentre à lui seul plus du tiers de l'offre nouvelle du premier semestre 2012. Quant au bassin Est (plateau de Clichy-Montfermeil et secteur de Noisy-le-Grand), bien que le nombre des autorisations de construire ait progressé de 40% (un peu plus de 900 logements ordinaires autorisés), sa part de l'offre nouvelle reste stable à 14 %, soit 8 points en-deçà du poids de ce territoire au sein du parc départemental de logements.

Les nouveaux projets de logements en résidences continuent principalement de se développer sur les bassins Centre et Ouest qui représentent à eux seuls plus de 80 % de la production départementale du premier semestre 2012.

Logements locatifs sociaux financés en 2011 (bilan annuel)



LES BASSINS TOL (1)



NOMBRE DE LOGEMENTS FINANCÉS OU AGRÉÉS EN 2011

Bassins de Territorialisation de l'Offre de Logements	Neuf	Acquisition-Amélioration et Acquisition sans travaux	Total
OUEST 93	1 386	81	1 467
CENTRE 93	929	850	1 779
ROISSY- LE BOURGET	804	0	804
EST 93	605	165	770
SEINE-SAINT-DENIS	3 724	1 096	4 820

(1) : TOL = Territorialisation de l'Offre de Logements

En 2011, l'objectif départemental fixé au niveau régional par l'Etat, dans le cadre de sa politique de droit commun de financement du logement social, était de 2 967 logements (hors rachat du patrimoine ICADE, hors reconstruction de l'offre locative sociale des projets ANRU et hors PLS de la Foncière Logement).

L'objectif 2011 a été rempli à 162 % par le financement de 4 820 logements. Dans cette offre nouvelle, la production neuve représente 3 724 logements, constitués de 2 276 logements familiaux et de 1 448 logements spécifiques (résidences pour étudiants, résidences sociales...), intégrant également un établissement pour personnes âgées dépendantes. Les acquisitions-améliorations de logements essentiellement inoccupés (1 096 logements) sont constituées de 951 logements familiaux et d'une résidence sociale de 145 logements.

A cette offre nouvelle, se sont également ajoutées les cessions de cinq opérations du patrimoine d'ICADE, soit 1 603 logements financés essentiellement en PLS, le financement de 1 389 logements des projets de l'ANRU (en construction neuve pour

la quasi intégralité) et l'agrément de 40 logements neufs PLS de la Foncière logement.

La répartition géographique de la réalisation de l'offre nouvelle montre que le bassin Ouest (secteur de Plaine / Commune Saint-Ouen) a contribué à hauteur de 37 % de l'offre neuve départementale (hors production ANRU) et le bassin Centre (Est Ensemble et Rosny) à hauteur de 25 %. La production de logements familiaux sociaux y représente plus des 2/3 de l'offre, à la différence des 2 bassins de l'Est et de Roissy-Le Bourget, où les logements en résidences constituent la moitié de la production neuve de LLS de l'année 2011. Les acquisitions avec ou sans travaux de logements existants se sont portées essentiellement sur le bassin Centre (à près de 78 %), le rachat à Montreuil, par Coopération et Famille, de 559 logements du patrimoine de l'OGIF, constitue les 2/3 de l'offre nouvelle conventionnée.

Quant aux cessions de patrimoine par ICADE, elles se sont opérées essentiellement sur 3 villes : Gagny, Noisy-le-Grand et Rosny.

Le marché de l'immobilier

Marché des appartements neufs (promotion privée)

Au premier semestre 2012, le marché de l'accèsion à la propriété a été particulièrement actif en Seine-Saint-Denis, tant au niveau du renouvellement de l'offre que du volume des réservations. Près de 2 200 nouveaux appartements neufs ont été proposés sur le marché par les opérateurs privés, soit une augmentation de 80 % par rapport au semestre précédent. Ainsi, en six mois, l'offre nouvelle a déjà atteint le volume moyen annuel enregistré depuis 4 ans. Lié au développement de l'offre, le nombre de réservations a progressé, retrouvant des niveaux records atteints en 2004 et 2005 : un peu plus de 1 600 appartements ont été réservés, soit une hausse de 24 % par rapport au second semestre 2011. Dans ce contexte, le stock de l'offre disponible en fin de période s'est élevé : à la fin juin, il atteint près de 1 850 logements, se trouvant à un niveau historiquement élevé, en hausse de plus de 120 % par rapport à la situation de fin décembre. Au rythme des réservations du deuxième trimestre 2012, le délai d'écoulement moyen du stock s'est allongé et représente près de 7 mois de commercialisation (contre 4 mois à la fin 2011, le niveau du stock étant particulièrement bas).

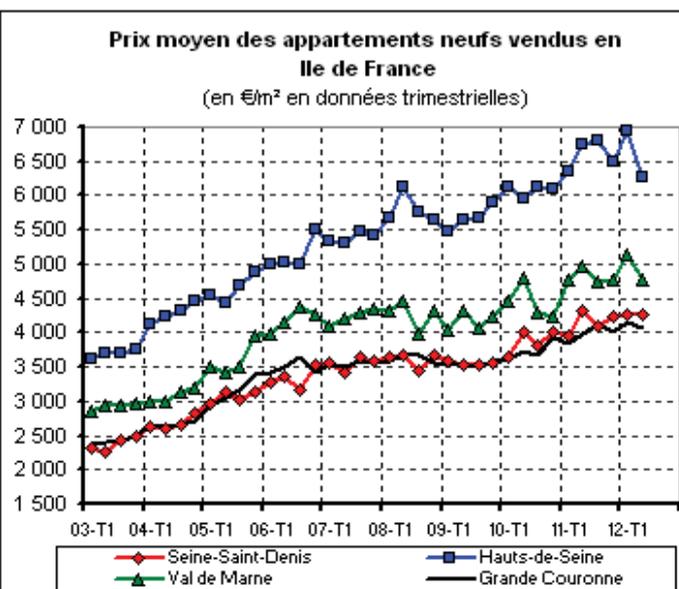
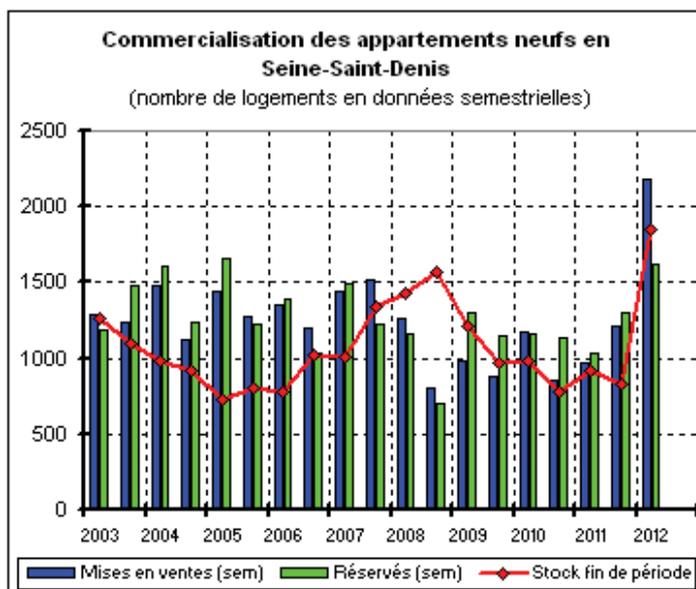
A l'échelle francilienne, on observe les mêmes tendances, mais dans une dynamique du marché plus modérée. Le nombre de mises en vente du premier semestre (environ 10 700 appartements) augmente de 24 % sur 6 mois, mais les réservations ne progressent que de 2 % (un peu plus de 8 800 appartements réservés). Le niveau du stock (environ 11 200 appartements proposés à la vente à la fin juin) augmente de 40 % par rapport à la situation fin 2011.

Dans ce contexte, la place de la Seine-Saint-Denis au sein du marché régional s'est notablement renforcée : le département a concentré 20 % des mises en vente du premier semestre (+ 6 points en six mois) et 18 % des réservations (+ 3 points).

Prix de vente moyen (€/m²)

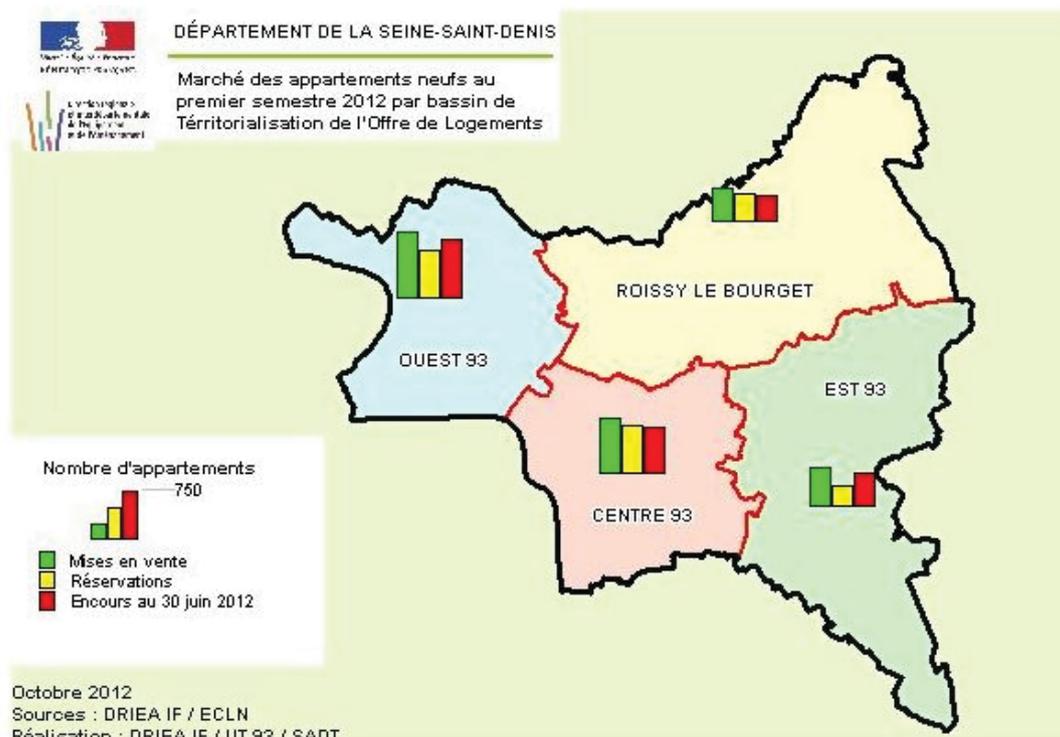
En Seine-Saint-Denis, le prix moyen/m² des appartements neufs réservés est resté quasiment stable depuis fin 2011 : au 2^e trimestre 2012, il atteint un peu plus de 4 250 €/m², soit une hausse inférieure à 1 %. La fourchette des moyennes communales varie de 3 036 à 5 558 €/m², l'extrémité haute ayant baissé de 200 €/m² par rapport au semestre précédent. La surface moyenne des biens réservés varie peu et s'établit à 54 m² (56 et 54 m² dans les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne), situation identique à la moyenne des départements de grande couronne.

Au niveau régional, le prix moyen des réservations, plutôt à la baisse, repasse sous la barre des 5 000 €/m² au cours des 6 mois, mais on constate de grandes disparités de situation : à Paris, à plus de 11 000 €/m², le prix moyen des réservations augmente de près de 3 % et atteint un nouveau record ; dans les Hauts-de-Seine (environ 6 300 €/m²), la tendance est à la baisse (- 4 %) et le Val-de-Marne connaît une certaine stabilité à près de 4 800 €/m² ; en grande couronne, le prix moyen du m² se maintient autour de 4 000 euros, en hausse de 1 % par rapport au semestre précédent.



Source : DRIEA IF / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis (données ECLN)

Marché des appartements neufs par territoire (promotion privée)



LES BASSINS TOL (1)



INDICATEURS DU PREMIER SEMESTRE 2012

Bassins de Territorialisation de l'Offre de Logements	Mises en vente	Réservations	Encours au 30 / 06 / 2012
OUEST 93	750	536	659
CENTRE 93	606	531	515
ROISSY- LE BOURGET	382	321	303
EST 93	437	239	368
SEINE-SAINT-DENIS	2 175	1 627	1 845

(1) : TOL = Territorialisation de l'Offre de Logements

Au premier semestre 2012, le marché départemental des appartements neufs en accession à la propriété a été très actif, tant au niveau du renouvellement de l'offre (près de 2 200 nouveaux logements proposés à la vente) que du nombre de réservations (plus de 1 600 appartements).

Le dynamisme de la promotion privée s'observe sur l'ensemble des bassins de la Seine-Saint-Denis. Le territoire de Plaine Commune/Saint-Ouen (bassin de l'ouest) représente à nouveau la part la plus importante de l'offre nouvelle (34 %). Le volume des mises en vente (750 appartements) y a plus que doublé en six mois, le développement des nouvelles opérations de la promotion privée se localisant principalement à Saint-Ouen, Aubervilliers et Saint-Denis. Ce secteur représente 33 % des réservations réalisées en Seine-Saint-Denis au premier semestre 2012, soit 6 points de plus qu'au semestre précédent.

Le secteur d'Est Ensemble/Rosny (bassin Centre) représente 28 % du renouvellement de l'offre dans le département et, à l'égal du bassin ouest, le tiers des réservations. Au premier semestre, la ville de Rosny-sous-Bois concentre à elle seule

plus de la moitié de l'activité du marché de l'accession de ce territoire, devant Montreuil et Romainville où la demande continue d'être soutenue.

Après une pause au semestre précédent, la promotion privée se redéveloppe sur le bassin de Roissy-Le Bourget, notamment sur les villes du Blanc-Mesnil et de Drancy où les opérateurs ont engagé de nouveaux programmes. Au total, le volume des mises en vente sur ce territoire s'élève à plus de 380 appartements, en très forte hausse (+160 %). D'autre part, plus de 320 biens ont été réservés, soit une progression de près de 60 %.

Sur le bassin Est du département, où la promotion privée était en sommeil depuis 3 ans, près de 440 nouveaux logements ont été proposés à la vente au premier semestre. Comparativement, l'offre nouvelle est plus diffuse, répartie sur une petite dizaine de villes, parmi lesquelles Neuilly-sur-Marne, les Pavillons-sous-Bois, Montfermeil, Gagny. Le niveau des réservations progresse également (environ 240 appartements réservés au total sur ce territoire).

Volume de construction de locaux d'entreprises

En Seine-Saint-Denis, au premier semestre 2012, le niveau global d'activité de la construction de locaux d'entreprises (bureaux, locaux industriels et artisanaux, entrepôts et locaux commerciaux) enregistre une légère croissance par rapport à la situation du second semestre 2011 : près de 217 000 m² de projets ont été autorisés, soit une progression de 7 %.

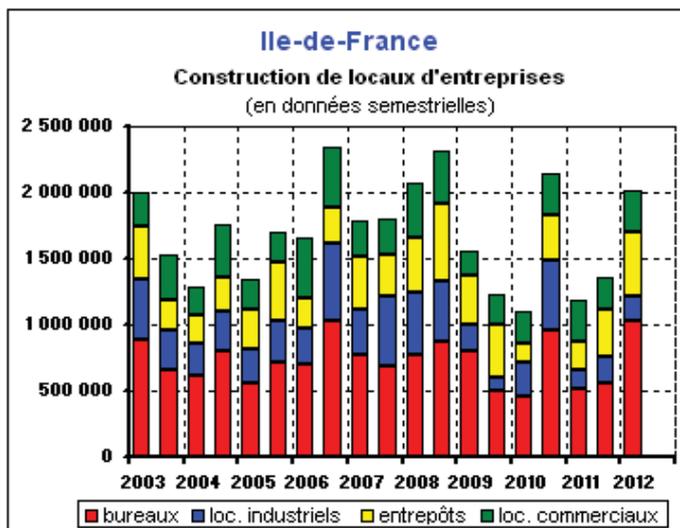
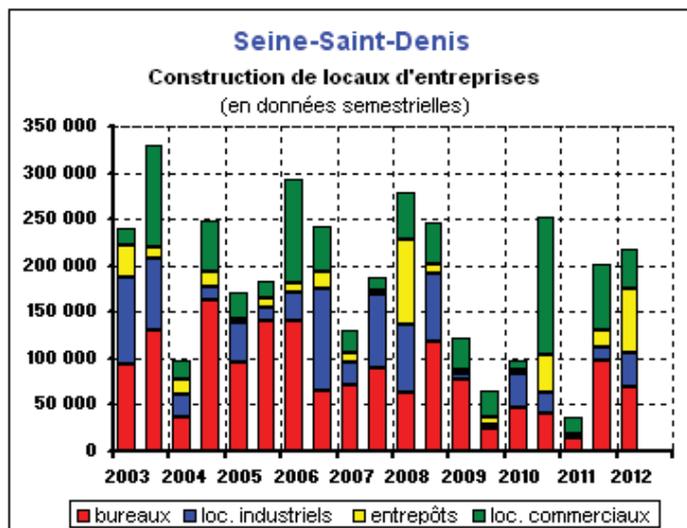
La répartition de ces projets par catégories de locaux a évolué. Elle privilégie les locaux industriels et les entrepôts dont la superficie totale a été multipliée par trois sur la période : au total, plus de 100 000 m² ont été autorisés. La poursuite du renouvellement du parc logistique de Garonor représente à elle seule plus de la moitié des surfaces (54 000 m² d'entrepôts autorisés pour ce projet). En revanche, la superficie des projets de bureaux est en recul de 30 % (70 000 m² autorisés). Deux opérations, celle de Nexity, lancée sur la ZAC des Docks à Saint-Ouen et celle de BNP Paribas, à Pantin, dans la continuité des Grands Moulins, constituent près de 45 % du volume des projets tertiaires. Les projets de locaux commerciaux (42 000 m² autorisés) connaissent aussi un repli de l'ordre de 40 %.

Au niveau régional, plus de 2 000 000 m² de surfaces de locaux ont été autorisés au premier semestre 2012, faisant ressortir une progression de l'activité nettement plus soutenue (+48 %), survenant après une année 2011 très en retrait, durant laquelle le volume global des projets avait plafonné à 2 500 000 m².

La répartition des projets par nature de locaux reste sensiblement conforme à la moyenne observée depuis plusieurs années, les autorisations de constructions de bureaux ayant cependant connu une plus forte augmentation (+86%) au cours du premier semestre. Ainsi avec un peu plus de 1 000 000 m² autorisés, la part des bureaux représente 51 % de la production, en augmentation de 10 points.

Le volume des projets de locaux industriels et artisanaux (un peu plus de 187 000 m² autorisés) diminue de 8 % ; ceux des projets d'entrepôts (476 000 m²) et de locaux commerciaux augmentent, respectivement de 36 % et 29 %.

Dans ce contexte, la Seine-Saint-Denis représente près de 11 % de l'activité régionale de la production globale de locaux au premier semestre 2012, soit un recul de 4 points par rapport au semestre précédent.



Source : DRIEA IF / Unité territoriale de la Seine-Saint-Denis (Sit@del2 en date de prise en compte)

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS (RCS)

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS IMPLANTÉS EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : ÉVOLUTION DEPUIS 2001

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIP, TERRitem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCIP 93), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 31 décembre de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- les personnes morales et organisme soumis au droit administratif (collectivités, écoles, OPHLM, etc.)
- les organismes privés spécialisés (CPAM, caisse de retraite, ASSEDIC, etc.)
- les groupements de droit privé (associations, fondations, clubs sportifs, etc.)
- les paroisses hors zone concordataire
- Etat collectivité ou établissement public étranger (ambassades, consulat, etc.)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial doté d'un comptable public (ex : EPA Plaine de France, Caisse nationale de prévoyance)
- Etablissement public national à caractère industriel ou commercial non doté d'un comptable public (ex : SNCF et RATP)
- Exploitant public (en fait, c'est la Poste)
- Etablissement public local à caractère industriel ou commercial (OPAC, office public, etc.)
- Régie d'une collectivité locale à caractère industriel ou commercial (Cinéma associatif, régie communale de distribution de l'eau, etc.)
- Institution Banque de France

TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE (TVA)

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, les biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette à payer.

Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche... prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

CHIFFRES CLES « SALONS »

Les comparaisons sont faites entre années similaires, c'est-à-dire entre années paires d'une part et années impaires d'autre part.

DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés
- la déclaration d'achèvement des travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- le champ de l'enquête : elle utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins cinq logements neufs, dont au moins un est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectués sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DRIEA SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD ECONOMIQUE

		Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
		autorisés (PC)	mises en chantier	
Construction neuve	par un organisme social / HLM	oui	oui	non relevant
	par un promoteur privé	oui	oui	oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
	par un particulier en maison individuelle ("diffus")	oui		oui
Transactions dans l'ancien	non relevant			(à partir de 2006)

L'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA transmet des données sur les flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champ observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi l'UT de Seine-Saint-Denis de la DRIEA ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

DONNEES SUR L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Il s'agit d'une base de données sur les locaux dits « en blanc » (c'est-à-dire excluant les « constructions pour soi »), de plus de 500 m², proposés à la vente ou à la location aux entreprises par les opérateurs immobiliers (promoteurs, propriétaires, cabinets immobiliers). Chaque programme neuf, chaque surface libérée en Ile de France fait l'objet d'un suivi par enquête jusqu'à l'achèvement de sa commercialisation.

Locaux de bureaux :

Tout ou partie d'un immeuble pouvant être loué ou acheté en tant que locaux de bureaux commerciaux indépendants.

Locaux d'entrepôts :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, définis par une proportion de bureaux inférieure à 30 %, et dont les caractéristiques physiques sont : surfaces en rez-de-chaussée ou étages avec rampe d'accès, hauteur-sous-plafond supérieure à 5m, charge au sol supérieure à 2T m², accès camion de plus de 19T soit par porte camion soit par quai de déchargement.

Locaux d'activités :

Tout ou partie d'un bâtiment pouvant être loué ou acheté en tant que locaux indépendants, mais ne répondant pas aux exigences techniques de l'entreposage. Cette catégorie regroupe, par soucis de simplification, ce que le Grecom nommait jusqu'en 2007 « ateliers » et « locaux mixtes », les seconds se distinguant des premiers par une proportion de bureaux plus importantes et/ou par une vocation fortement tertiaire (laboratoires, centres de formation...).

INDICATIONS DE LECTURE

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.

CONTACTS

SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE	
Caroline GAUCI Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28 / Fax : 01 48 95 11 58 / cgauci@ccip.fr	
Données	Correspondants à contacter
LES MENAGES	
Crédits à la consommation	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Crédit à l'habitat	
LES ENTREPRISES	
Analyse des enregistrements au RCS	Mme METIN Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01 41 83 61 51/52 presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr
Analyse des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises	Jean-Claude DAUTHEL Chambre de Métiers et de l'Artisanat 93 Tél : 01 41 60 75 51 jc.dauthel@cma93.fr
Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteurs d'activités	
Transferts de sièges sociaux	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Nombre d'établissements implantés en ZFU	CCIP Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28
Le commerce extérieur	Catherine ORTIZ Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects de Paris-Est Tél : 01 64 62 75 15 catherine.ortiz@douane.finances.gouv.fr
La Taxe sur la Valeur Ajoutée et l'Impôts sur les Sociétés	Lydia ESOR DDFIP Tél : 01 48 96 60 14 lydia.esor@dgfip.finances.gouv.fr
Crédits à l'équipement des entreprises	Didier PERROT Banque de France Tél : 01 48 13 35 51 didier.perrot@banque-france.fr
Actualité des pôles de compétitivités	Marion BODY DIRECCTE IDF pôle 3E Tél : 01 70 92 21 63 marion.body@direccte.gouv.fr
LE TOURISME ET LES EVENEMENTS D'AFFAIRES	
Le musée de l'Air et de l'Espace	Daniel ORANTIN
La Basilique de Saint-Denis	Comité Départemental du Tourisme 93
Le Stade de France	Tél : 01 49 15 98 98
L'hôtellerie	d.orantin@tourisme93.com
Les chiffres clés « salons » au Bourget et à Villepinte	CCIP Seine-Saint-Denis Tél : 01 48 95 10 28
L'EMPLOI	
Les demandes d'emploi en fin de mois (DEFM)	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 88
Les offres d'emplois enregistrées et satisfaites (OEE)	laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Les offres par taille d'entreprise	Gilles BIRON Pôle Emploi
Les principaux secteurs recruteurs	Tél : 01 45 17 96 44
Les principaux métiers recherchés par les entreprises	gilles.biron@pole-emploi.fr
Le taux d'évolution du chômage sur un an	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis Tél : 01 41 60 54 88 laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr danielle.josse@direccte.gouv.fr
Le nombre d'allocataires du RMI	Virgile ADJAH
Les contrats d'insertion	Conseil Général de Seine-Saint-Denis
Les reprises d'activité et la nature des contrats	Tél : 01 43 93 86 18 vadjahi@cg93.fr
Les déclarations uniques d'embauches	Sandrine BONNEMAINS URSSAF de Paris/Seine-Saint-Denis Tél : 01 56 93 24 94 sandrine.bonnemains@urssaf.fr
Evolution du nombre d'établissements	
Evolution du nombre de salariés	
Evolution des effectifs dans le secteur commercial	DIRECCTE Unité Territoriale de Seine-Saint-Denis
Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité	Tél : 01 41 60 54 88
Evolution des emplois dans les services	laurentiu.aioanei@direccte.gouv.fr
Evolution de la part des secteurs tertiaires et industriels dans	danielle.josse@direccte.gouv.fr
LA CONSTRUCTION ET LE MARCHÉ IMMOBILIER	
Volume de construction des logements neufs	Chantal NIASOU
Production de logements neufs	DRIEA UT 93
Logements locatifs sociaux	Tél : 01 41 60 67 27
Volume de construction de locaux d'entreprises	chantal.niassou@developpement-durable.gouv.fr
Marché des appartements neufs (promotion privée)	